

Organisation internationale du Travail

Rapport financier
et états financiers vérifiés
du soixante-dixième
exercice (2006-07)

Bureau international du Travail Genève

ISBN 978-92-2-219499-5

Première édition 2008

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications du Bureau international du Travail peuvent être obtenues dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement, de même qu'un catalogue ou une liste des nouvelles publications, à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par e-mail: pubvente@ilo.org ou par notre site Web: www.ilo.org/publns.

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Rapport financier sur les comptes de 2006-07	1
2. Certification des états financiers.....	3
3. Opinion du Commissaire aux comptes soumise au Conseil d'administration du Bureau international du Travail	3
4. Etats financiers de l'exercice 2006-07 et tableaux y relatifs	5
Etat I. Recettes et dépenses, évolution des réserves et solde des fonds (toutes sources de financement)	6
Etat II. Actif et passif, réserves et solde des fonds (toutes sources de financement)	7
Etat III. Evolution de la situation financière – Fonds de fonctionnement	8
Etat IV. Etat des crédits du budget ordinaire pour la période 2006-07	9
 Tableaux sur le Fonds de fonctionnement	
Tableau 1.1.1. Recettes et dépenses, évolution des réserves et solde des fonds (budget ordinaire)	10
Tableau 1.1.1.1. Postes de dépenses supplémentaires de 2006-07 approuvés par le Conseil d'administration	11
Tableau 1.1.2. Recettes et dépenses, évolution des réserves et solde des fonds (Fonds de roulement, Compte d'ajustement des recettes et fonds de capitaux liés aux terrains et bâtiments)	12
Tableau 1.1.3. Recettes et dépenses, évolution des réserves et solde des fonds (autres fonds).....	13
Tableau 1.1.3.1. Recettes et dépenses, évolution des réserves et solde des fonds (autres fonds).....	14
Tableau 1.1.3.2. Recettes et dépenses, évolution des réserves et solde des fonds (autres fonds).....	15
Tableau 1.2.1. Contributions reçues des Etats Membres et montants dus au titre de périodes antérieures d'affiliation à l'OIT – Sommaire.....	17
Tableau 1.2.1.1. Contributions reçues des Etats Membres et montants dus au titre de périodes antérieures d'affiliation à l'OIT – Détail	18

Tableaux sur les autres fonds gérés par l'OIT

Tableau 2.1.	Recettes et dépenses, évolution des réserves et solde des fonds (fonds ayant un budget approuvé) ¹	23
Tableau 2.2.	Actif et passif, réserves et solde des fonds (fonds ayant un budget approuvé) ¹	24

Tableaux sur la coopération technique financée par des fonds extrabudgétaires

Tableau 3.1.	Recettes et dépenses, évolution des réserves et solde des fonds	25
Tableau 3.2.	Actif et passif, réserves et solde des fonds.....	26

Informations générales sur les états financiers et les tableaux	27
---	----

5. Annexes documentaires	39	
Annexe I.	Objectifs stratégiques: Répartition des crédits et dépenses pour 2006-07.....	40
Annexe II.	Dépenses financées par le budget ordinaire en 2006-07 par objet de dépense.....	41
Annexe III.	Répartition des montants fixés en 2006-07 au titre du système d'incitation pour encourager le prompt versement des contributions des Etats Membres.....	42
Annexe IV.	Dépenses extrabudgétaires engagées au titre de la coopération technique, par pays bénéficiaire	45

¹ Institut international d'études sociales (IIES); Centre interaméricain de recherche et de documentation sur la formation professionnelle (CINTERFOR); Centre international d'informations de sécurité et de santé au travail (CIS).

1. Rapport financier sur les comptes de 2006-07

Fonds de fonctionnement

Résultats financiers pour 2006-07 – Budget ordinaire

1. A sa 93^e session (juin 2005), la Conférence internationale du Travail a adopté pour l'exercice 2006-07 un budget des dépenses s'élevant à 594 310 000 dollars et un budget des recettes du même montant, ce qui, au taux de change budgétaire de 1,25 franc suisse pour 1 dollar des Etats-Unis pour cet exercice, équivalait à 742 887 500 francs suisses. Ce montant, après avoir fait l'objet d'un ajustement pour tenir compte de l'admission du Brunéi Darussalam le 17 janvier 2007 (92 342 francs suisses), s'est établi à 742 979 842 francs suisses.
2. Les résultats globaux de l'exercice 2006-07 sont présentés dans le tableau 1.1.1, tandis que des informations détaillées sur les contributions versées par les Etats Membres et sur les dépenses sont données respectivement dans le tableau 1.2.1 et l'état IV. Valorisées au taux de change budgétaire et en utilisant la méthode de la comptabilité d'exercice, les recettes budgétaires totales pour 2006-07 se sont élevées à 594 383 873 dollars. Les dépenses engagées en 2006-07 au titre de la partie I du budget se sont élevées à 587 253 275 dollars, soit le montant budgétisé, après absorption de 584 925 dollars sur les 1 013 700 dollars de dépenses supplémentaires approuvées par le Conseil d'administration. Un nouveau montant de 428 775 dollars, correspondant aux postes de dépenses supplémentaires, qui n'a pu être absorbé dans la partie I, a été imputé sur la partie II, conformément aux décisions prises par le Conseil d'administration en mars 2006¹ et en novembre 2006². Les dépenses imputées sur la partie IV du budget en 2006-07 se sont élevées à 5 985 663 dollars. L'excédent des recettes par rapport aux dépenses pour l'exercice 2006-07 a donc été, au taux de change budgétaire, de 716 160 dollars; réévalué au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice (1,14 franc suisse pour 1 dollar), cet excédent s'est élevé à 785 263 dollars.
3. Conformément au paragraphe 1 de l'article 18 du Règlement financier, une provision égale à 100 pour cent des contributions non réglées au 31 décembre 2007 a été constituée pour tenir compte des retards intervenus dans le versement des contributions. Le montant total des contributions non acquittées au 31 décembre 2007 s'élevait à 91 060 254 francs suisses; le montant correspondant au 31 décembre 2005 était de 174 753 584 francs suisses; il en résulte que la provision requise au 31 décembre 2007 était inférieure de 83 693 330 francs suisses. L'ajustement net aux recettes et aux dépenses a donc consisté en un crédit de 73 415 202 dollars (83 693 330 francs suisses au taux de change du 31 décembre 2007). Les arriérés de contributions reçus en 2006 ont en premier lieu servi à rembourser les emprunts totaux requis pour couvrir le déficit de l'exercice 2004-05. Ces remboursements ont atteint 47 210 271 francs suisses (41 412 518 dollars au taux de change du 31 décembre 2007). L'excédent net, après l'ajustement lié à ces remboursements et la provision pour tenir compte des retards intervenus dans le paiement des contributions, atteignait 32 787 947 dollars.

¹ Document GB.295/9/1.

² Document GB.297/11/1.

-
4. Conformément à la décision prise par la Conférence internationale du Travail à sa 91^e session (2003)³, un montant de 649 330 francs suisses (569 588 dollars au taux de change du 31 décembre 2007) a été prélevé sur l'excédent net des recettes et viré au Fonds de roulement pour rembourser les crédits accordés à l'Afghanistan et à l'Argentine sur les contributions dues par ces pays pour 2004. L'excédent final des recettes sur les dépenses, ainsi réduit, s'est établi à 32 218 359 dollars.
 5. L'excédent résultant du recouvrement de contributions en sus du niveau du budget (31 433 096 dollars, équivalant à 35 833 729 francs suisses au taux de change du 31 décembre 2007) sera, conformément au paragraphe 3 de l'article 18 du Règlement financier, viré au compte de programmes spéciaux. Le solde de l'excédent (785 263 dollars, équivalant à 895 200 francs suisses) sera rendu aux Etats Membres⁴.
 6. Les autres fonds constituant le Fonds de fonctionnement ont atteint au total 253 millions de dollars avec, notamment, le Fonds de roulement, le Compte d'ajustement des recettes, les fonds de capitaux liés aux terrains et bâtiments, le Fonds pour le bâtiment et le logement, les comptes concernant l'appui aux programmes et le compte des indemnités de fin de contrat. On trouvera des renseignements détaillés sur ces comptes dans les tableaux 1.1.2 et 1.1.3.

Autres fonds gérés par l'OIT

7. Les autres fonds gérés par l'OIT atteignaient au total 171 millions de dollars au 31 décembre 2007. La plus grande partie de ce montant (161 millions de dollars) concernait des fonds destinés à des activités de coopération technique financées par des ressources extrabudgétaires. En 2006-07, les dépenses consacrées aux activités de coopération technique financées par des ressources extrabudgétaires ont augmenté de 16 pour cent par rapport à 2004-05, pour atteindre 370 millions de dollars, dont 16,5 millions ont été financés par le Programme des Nations Unies pour le développement et 353 millions par d'autres donateurs⁵. Les dépenses consacrées à des activités financées par le Programme des Nations Unies pour le développement ont augmenté de 136 pour cent et celles consacrées à des activités financées par d'autres donateurs ont augmenté de 13 pour cent. On trouvera dans le tableau 3.1 des informations détaillées sur les fonds détenus pour les activités de coopération technique financées par des ressources extrabudgétaires et, dans le tableau 2.1, des précisions sur les autres fonds gérés par l'OIT.

³ Conférence internationale du Travail, 91^e session (juin 2003), *Compte rendu provisoire* n° 17.

⁴ Article 18, paragraphe 2, du Règlement financier de l'OIT.

⁵ Y compris les versements effectués par les gouvernements sur les fonds de dépôt, les fonds mis à la disposition de l'OIT par certains organismes gouvernementaux pour les programmes multilatéraux et les programmes d'experts associés, les activités financées par des organismes des Nations Unies, entre autres le Fonds des Nations Unies pour la population, et les fonds mis à la disposition de l'OIT par un certain nombre d'organisations non gouvernementales.

2. Certification des états financiers

Les états financiers numérotés de I à IV ainsi que les tableaux y relatifs sont approuvés.

(Signé) Gregory P. Johnson
Trésorier et contrôleur des finances

31 mars 2008.

(Signé) Juan Somavia
Directeur général

31 mars 2008.

3. Opinion du Commissaire aux comptes soumise au Conseil d'administration du Bureau international du Travail

Soumise au Conseil d'administration du Bureau international du Travail

J'ai examiné les états financiers annexés ci-après, numérotés de I à IV, de l'Organisation internationale du Travail pour l'exercice ayant pris fin le 31 décembre 2007, ainsi que les tableaux 1 à 3 et les notes qui s'y rapportent.

Responsabilités respectives

Il incombe au Directeur général du Bureau international du Travail d'établir ces états financiers. Il m'incombe de formuler une opinion sur ces comptes sur la base de ma vérification, effectuée conformément au chapitre IX du Règlement financier.

Fondement de l'opinion

Ma vérification a été menée en conformité avec les normes internationales de vérification. Ces normes m'invitent à préparer et à mener ma vérification de manière à avoir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'inexactitudes importantes. Tout contrôle des comptes comporte une vérification par sondage, dans la mesure jugée nécessaire par le vérificateur, des pièces justifiant les montants et les informations qui figurent dans les états financiers. Le contrôle comporte également un examen des principes comptables appliqués et des estimations importantes faites par le Directeur général du Bureau international du Travail, ainsi qu'une évaluation de la présentation générale des états financiers. Ma vérification me paraît être une bonne base pour fonder mon opinion.

Opinion

Je considère que les états financiers reflètent fidèlement, sur tous les points importants, la situation financière au 31 décembre 2007 et les résultats d'exploitation pour l'exercice ayant pris fin à cette date, et qu'ils ont été établis conformément aux normes comptables du système des Nations Unies et aux règles et méthodes comptables de l'Organisation internationale du Travail, qui sont exposées aux paragraphes 3 à 6 des informations générales sur les états financiers et les tableaux et qui ont été appliquées de la même manière que lors de l'exercice précédent.

Je considère également que les transactions de l'Organisation internationale du Travail, que j'ai vérifiées par sondage dans le cadre de mon contrôle, ont été conformes, à presque tous les égards, au Règlement financier et aux textes de base.

Conformément au chapitre IX du Règlement financier et au mandat additionnel pour la vérification extérieure des comptes qui lui est annexé, j'ai également établi un rapport détaillé sur ma vérification des états financiers de l'Organisation internationale du Travail.

(Signé) T.J. Burr
Contrôleur et Commissaire général, Royaume-Uni
Commissaire aux comptes

National Audit Office
Londres

30 avril 2008.

**4. Etats financiers de l'exercice 2006-07
et tableaux y relatifs**

ETAT II – ACTIF ET PASSIF, RESERVES ET SOLDE DES FONDS (note 17)
(TOUTES SOURCES DE FINANCEMENT)
au 31 décembre 2007
(en milliers de dollars des Etats-Unis)

	Fonds de fonctionnement		Autres fonds gérés par l'OIT		Coopération technique financée par des fonds extrabudgétaires	
	2006-07	2004-05	2006-07	2004-05	2006-07	2004-05
ACTIF						
Encaisse et dépôts à terme						
Placements	423 444	228 992	-	421		
Sommes à recevoir:	68 347	58 282	5 668	5 231		
Contributions à recevoir des Etats Membres et des Etats qui ont cessé d'être Membres de l'Organisation	79 877	133 400				
A déduire: provision pour retards intervenus dans le versement des contributions	(79 877)	(133 400)				
Soldes interfonds	20 430	16 691	4 194	4 170	176 336	128 215
Autres	151 490	132 887	-	7	2 546	5 222
Terrains et bâtiments (au prix coûtant)						
TOTAL, ACTIF	663 711	436 852	9 862	9 829	178 882	133 437
PASSIF						
Contributions reçues en avance	28 182	16 901				
Emprunts à rembourser avant un an	3 247	2 826				
Sommes à payer:						
Engagements non réglés	20 099	12 801	32	83	270	212
Soldes interfonds	170 319	123 762			10 211	8 622
Autres	26 333	7 017	5	17	7 183	9 286
Montants à verser aux Etats Membres	31 323	4 372				
Emprunts à rembourser après un an	55 210	53 697				
Comptes spéciaux	3 749	5 477				
Fonds reçus en dépôt (CAPS)	40 153	37 833				
TOTAL, PASSIF	378 615	264 686	37	100	17 664	18 120
RESERVES ET SOLDE DES FONDS						
Excédent 2006-07	32 218	-				
Reserves d'exploitation			4 407	4 365		
Soldes liés à des projets financés par des donateurs	30 702	-			161 218	115 317
Fonds de roulement	46 732	21 545				
Compte d'ajustement des recettes	93 033	76 364				
Fonds de capitaux liés aux terrains et bâtiments	82 411	74 257	5 418	5 364		
Autres						
TOTAL, RESERVES ET SOLDE DES FONDS	285 096	172 166	9 825	9 729	161 218	115 317
TOTAL, PASSIF, RESERVES ET SOLDE DES FONDS	663 711	436 852	9 862	9 829	178 882	133 437

ETAT III – EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIERE – FONDS DE FONCTIONNEMENT
pour l'exercice biennal ayant pris fin le 31 décembre 2007
(en milliers de dollars des Etats-Unis)

	2006-07	2004-05	Références
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'EXPLOITATION:			
Excédent/(déficit) net des recettes par rapport aux dépenses (Augmentation) diminution des contributions à recouvrer (1) (Augmentation) diminution des autres sommes à recevoir Augmentation (diminution) des contributions ou paiements reçus en avance	62 352 (3 739) 11 281	(75 044) - 5 459	Etat I Etat II Etat II
Augmentation (diminution) des engagements non réglés	7 298	(823)	Etat II
Augmentation (diminution) des autres éléments du passif	19 316	4 720	Etat II
Augmentation (diminution) du montant des comptes spéciaux	(1 728)	2 648	Etat II
Augmentation (diminution) des fonds reçus en dépôt (SHIF)	2 320	(7 393)	Etat II
A déduire: produit des placements, intérêts compris	(7 925)	(2 738)	Etat I
RENTREES (SORTIES) NETTES LIEES A L'EXPLOITATION	89 175	(74 082)	
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS			
D'INVESTISSEMENT ET DE FINANCEMENT:			
(Augmentation) diminution des investissements	(10 065)	3 489	Etat II
Augmentation (diminution) des soldes interfonds à payer	46 557	4 743	Etat II
Augmentation (diminution) des emprunts	1 934	(6 131)	Etat II
A ajouter: produit des placements, intérêts compris	7 925	2 738	Etat I
RENTREES (SORTIES) NETTES LIEES AUX OPERATIONS	46 351	4 839	
D'INVESTISSEMENT ET DE FINANCEMENT			
FLUX DE TRESORERIE LIES A D'AUTRES SOURCES:			
(Augmentation) diminution des terrains et bâtiments	(18 603)	(2 778)	Etat II
Augmentation (diminution) des montants à porter au crédit des Etats Membres	26 951	(417)	Etat II
Remboursement du déficit 2002-03/2004-05	41 412	11 423	Etat I
Remboursement des crédits accordés à l'Afghanistan et à l'Argentine	570	-	Etat I
Autres ajustements	8 596	10 907	Etat I
RENTREES (SORTIES) NETTES LIEES A D'AUTRES SOURCES	58 926	19 135	
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE L'ENCAISSE ET DES DEPOTS A TERME	194 452	(50 108)	
ENCAISSE ET DEPOTS A TERME EN DEBUT D'EXERCICE	228 992	279 100	Etat II
ENCAISSE ET DEPOTS A TERME EN FIN D'EXERCICE	423 444	228 992	Etat II

(1) Les contributions à recevoir sont compensées par une provision équivalente destinée à annuler l'effet des retards dans le versement des contributions. Il n'y a donc pas d'augmentation ni de diminution des contributions à recevoir.

ETAT IV – Etat des crédits du budget ordinaire pour la période 2006-07
(en milliers de dollars des Etats-Unis)

Titre	Crédits (1)	Dépenses
Partie I. Budget ordinaire		
A. Organes directeurs	67 268	65 437
B. Objectifs stratégiques	440 269	438 340
C. Services de management	53 061	52 772
D. Autres provisions budgétaires	31 708	30 704
Ajustement pour mouvements de personnel	(5 053)	-
Total partie I	587 253	587 253
Partie II. Dépenses imprévues		
Dépenses imprévues	875	429
Partie III. Fonds de roulement		
Fonds de roulement	-	-
Partie IV. Investissements institutionnels et éléments extraordinaires		
Investissements institutionnels et éléments extraordinaires	6 182	5 986
Total (parties I-IV)	594 310	593 668
Total 2004-05	529 590	529 076

(1) Afin d'améliorer la comparabilité des dépenses engagées en 2006-07, les crédits ont été ajustés pour tenir compte du transfert de certaines activités liées à IRIS des objectifs stratégiques aux services de management.

**Tableau 1.1.1 – Recettes et dépenses, évolution des réserves et solde des fonds
Fonds de fonctionnement – (budget ordinaire)
pour l'exercice biennal ayant pris fin le 31 décembre 2007
(en milliers de dollars des Etats-Unis)**

	2006-07		2004-05		Références
	Chiffres effectifs		Chiffres effectifs		
	Budget Francs suisses Dollars E.-U.	Budget Francs suisses Dollars E.-U.	Budget Francs suisses Dollars E.-U.	Budget Francs suisses Dollars E.-U.	
RECETTES (1)					
Contributions fixées pour l'exercice en cours	742 888	594 310	742 980	594 384	
DEPENSES (1)					
Partie I. Budget ordinaire	587 253		587 253		(2)
Partie II. Dépenses imprévues	875		875		(3)
Partie IV. Investissements institutionnels et éléments extraordinaires	6 182		5 986		
DEPENSES TOTALES	594 310	593 668	529 590	529 596	
EXCEDENT RESULTANT DE LA SOUS-UTILISATION DU BUDGET APPROUVE, AU TAUX DE CHANGE BUDGETAIRE		716		520	
Réévaluation de l'excédent budgétaire		69		12	(4)
EXCEDENT RESULTANT DE LA SOUS-UTILISATION DU BUDGET APPROUVE, AU TAUX DE CHANGE DE L'ONU A LA CLOTURE DE L'EXERCICE		785		532	
Diminution (augmentation) de la provision pour retards intervenus dans le versement des contributions		63 693		(32 943)	(5)
Remboursement du financement du déficit de 2004-05		(47 210)		(14 965)	(6)
Remboursement des crédits accordés à l'Afghanistan et à l'Argentine au titre de leurs contributions de 2004		(649)		(570)	(6)
EXCEDENT/(DEFICIT) RESULTANT DU VERSEMENT DE CONTRIBUTIONS POUR UN MONTANT SUPERIEUR/(INFÉRIEUR) AU BUDGET APPROUVE		35 834		(47 908)	
EXCEDENT/(DEFICIT) NET DES RECETTES PAR RAPPORT AUX DEPENSES		36 729		(47 210)	
Financement du déficit par le Fonds de roulement le Compte d'ajustement des recettes				34 351	
				12 859	
SOLDE DES FONDS EN DEBUT D'EXERCICE					
SOLDE DES FONDS EN FIN D'EXERCICE					

(1) Les chiffres correspondant aux recettes et aux dépenses exprimées en dollars des Etats-Unis résultent de la conversion en dollars des Etats-Unis des recettes et des dépenses calculées en francs suisses au taux de change budgétaire de l'OT (2006-07: 1,25 franc suisse pour 1 dollar; 2004-05: 1,34 franc suisse pour 1 dollar).

(2) Tel qu'adopté par la Conférence internationale du Travail à sa 93^e session.

(3) Montant ajusté après l'adoption du budget pour tenir compte de l'adhésion du Brunei Darussalam à l'Organisation, le 17 janvier 2007.

(4) Le détail des dépenses est donné dans l'état IV et dans l'annexe II.

(5) Réévaluation au taux de change mensuel de l'ONU au 31 décembre 2007 de l'excédent des recettes par rapport aux dépenses d'abord évalué au taux de change budgétaire.

(6) Taux de change applicables (francs suisses par rapport au dollar):
A Taux de change budgétaire 2006-07 1,25 2004-05 1,34
B Taux de change de l'ONU au 31 décembre 1,14 1,31
C Excédent des recettes par rapport aux dépenses: 716 520
D En milliers de dollars des Etats-Unis 895 697
E En milliers de francs suisses au taux de change budgétaire (CXA) 785 532
F En milliers de dollars des Etats-Unis au taux de change de l'ONU au 31 décembre 69 12
Réévaluation de l'excédent en milliers de dollars des Etats-Unis (E-C)

(7) Avec l'introduction de la méthode de comptabilité d'exercice, toutes les contributions payables au cours d'un exercice sont enregistrées comme des recettes au cours de cet exercice (article 10, paragraphe 5), et l'excédent ou le déficit des recettes par dépenses dans un exercice complet est calculé en déduisant les dépenses budgétaires des recettes budgétaires, une provision étant constituée pour tenir compte des retards intervenus dans le versement des contributions. Cette provision est égale à 100 pour cent des contributions non réglées à la fin de l'exercice (article 18, paragraphe 1). Les contributions en suspens au 31 décembre 2007 s'élevaient à 91 060 294 francs suisses alors qu'au 31 décembre 2005 ce montant était de 174 175 594 francs suisses. La provision pour retards intervenus dans le versement des contributions a donc été diminuée de 83 693 330 francs suisses ou 73 415 202 dollars au taux de change de décembre 2007. L'état récapitulatif des contributions figure dans le tableau 1.2.1.

(8) Résulte de la conversion en dollars des Etats-Unis de 47 210 271 et 649 330 francs suisses au taux de change de l'ONU à la clôture de l'exercice.

Tableau 1.1.1.1 – Postes de dépenses supplémentaires de 2006-07 approuvés par le Conseil d'administration

Session du Conseil d'administration	Description du poste	Montant en dollars E.-U.
294 ^e (novembre 2005) (GB.294/PFA/18/2)	Augmentation des indemnités payables aux juges du Tribunal administratif	24 000 (1)
295 ^e (mars 2006) (GB.295/PFA/15/3)	Bureau de liaison de l'OIT à Yangon	436 000 (2)
297 ^e (novembre 2006) (GB.297/PFA/6)	Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS)	205 000 (3)
298 ^e (mars 2007) (GB.298/PFA/6 (Rev.))	Réexamen de la structure extérieure de l'OIT	230 000 (2)
298 ^e (mars 2007) (GB.298/PFA/14/2)	Réunion d'experts sur les statistiques du travail	118 700 (2)
	Total	1 013 700

(1) Ces dépenses sont financées par des économies réalisées dans la Partie I du budget.

(2) Ces dépenses sont financées en premier lieu par des économies réalisées dans la Partie I du budget. A défaut, elles seront financées par prélèvement sur la Partie II.

(3) Ces dépenses sont financées en premier lieu par la mobilisation de ressources extrabudgétaires supplémentaires ou, à défaut, par des économies sur la Partie I du budget ou, à défaut, par prélèvement sur la Partie II.

Fonds de fonctionnement – (Fonds de roulement, évolution des réserves et solde des dépenses, évolution des réserves et solde des dépenses, équilibre des recettes et fonds de capitaux liés aux terrains et bâtiments) (1)
(en milliers de francs suisses et de dollars des Etats-Unis)

	Fonds de roulement		Compte d'ajustement des recettes		Fonds de capitaux liés aux terrains et bâtiments (2)		TOTAL (en dollars E.-U.) 2006-07 2004-05
	2006-07 Francs suisses	2004-05 Dollars E.-U.	2006-07 Francs suisses	2004-05 Dollars E.-U.	2006-07 Francs suisses	2004-05 Dollars E.-U.	
RECETTES							
Autres recettes/recettes accessoires: Produit des placements, intérêts compris: Sur le Fonds de roulement Autres intérêts courus (3)			1 432 3 313 4 745	1 242 2 881 4 123	419 626 1 045		1 242 2 881 4 123
Ajustements de change Gains (pertes) de change Réévaluation du solde des fonds		(118) (118)	5 142 3 209 5 142	4 575 2 800 7 784	128 (280) (152)		4 575 12 917 17 492
Autres recettes			439	365	696		365 696
TOTAL, RECETTES		(118)	10 326	12 272	1 589		21 980 761
DEPENSES							
EXCEDENT (DEFICIT) DES RECETTES PAR RAPPORT AUX DEPENSES		(118)	10 326	12 272	1 589		21 980 761
Annulation d'engagements de dépenses de la période précédente Crédits accordés à l'Afghanistan et à l'Argentine sur leurs contributions (4)			1 863	1 635	1 783		1 635 1 783
Terrains et immeubles acquis: Lima Dar es-Salaam Santiago		(495)		(649)			- (495)
Remboursement du capital du prêt pour le bâtiment du siège							
Remboursement déficit 2004-05	34 351	30 132	12 859	11 280	-		6 365 5 912
Remboursement des crédits accordés à l'Afghanistan et à l'Argentine au titre de leurs contributions de 2004	649	570					41 412 11 423
Financement du déficit 2004-05		(34 351)		(12 859)	(9 816)		570 (36 038)
RESERVES ET SOLDE DES FONDS EN DEBUT D'EXERCICE			28 225	21 545	36 386		97 909 110 856
RESERVES ET SOLDE DES FONDS EN FIN D'EXERCICE	35 000	30 702	53 273	46 732	28 225	21 545	170 467 97 909

(1) Le fonds de roulement et le compte d'ajustement des recettes sont entièrement en francs suisses tandis que les fonds de capitaux liés aux terrains et bâtiments ne le sont qu'en partie (en ce qui concerne le bâtiment du siège). En conséquence, les soldes des fonds sont soit intégralement, soit partiellement valorisés en dollars des Etats-Unis au taux de change comptable de l'ONU en vigueur à la fin de chaque exercice.

(2006-07: 1,14 franc suisse pour 1 dollar en décembre 2007; 2004-05: 1,31 franc suisse pour 1 dollar en décembre 2005.)

(2) Voir la note 22 de l'Etat II, qui donne des détails sur les fonds des capitaux liés aux terrains et bâtiments.

(3) Les autres intérêts échus comprennent notamment 40 pour cent des intérêts courus sur les fonds temporairement excédentaires du budget ordinaire.

(4) A sa 91^e session (juin 2003), la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail a décidé, en dérogation du chapitre V du Règlement financier, de prélever une somme de 28 386 francs suisses pour financer la contribution due par l'Afghanistan pour 2004 et 620 944 francs suisses pour financer la contribution due par l'Argentine pour 2004. Ces sommes sont remboursées au Fonds de roulement au moyen des excédents des recettes par rapport aux dépenses au cours de l'exercice 2006-07, tels que définis au paragraphe 1 de l'article 18 du Règlement financier qui viendraient à se dégager.

**Tableau 1.1.3 – Recettes et dépenses, évolution des réserves et solde des fonds
Fonds de fonctionnement – (autres fonds)
pour l'exercice biennal ayant pris fin le 31 décembre 2007
(en milliers de dollars des États-Unis)**

	Autres fonds (Tableau 1.1.3.1) 2006-07		Autres fonds (Tableau 1.1.3.2) 2006-07		TOTAL 2006-07	
	2004-05		2004-05		2004-05	
RECETTES						
Autres recettes/recettes accessoires:						
Activités productrices de recettes	2 661	3 318			2 661	3 318
Crédits provenant d'autres fonds	785	831	7 640	6 455	8 425	7 286
Bénéfices tirés de services rendus			39 796	34 315	39 796	34 315
Produit des placements, intérêts compris	504	247	3 298	1 446	3 802	1 693
Ajustements de change	1 449	26	2 286	2 557	3 735	2 583
Autres recettes	673	732	304	177	977	909
TOTAL, RECETTES	6 072	5 154	53 324	44 950	59 396	50 104
DEPENSES	5 916	8 005	45 326	81 866	51 242	89 871
EXCEDENT (DEFICIT) DES RECETTES PAR RAPPORT AUX DEPENSES	156	(2 851)	7 998	(36 916)	8 154	(39 767)
RESERVES ET SOLDE DES FONDS EN DEBUT D'EXERCICE	10 650	13 501	63 607	100 523	74 257	114 024
RESERVES ET SOLDE DES FONDS EN FIN D'EXERCICE	10 806	10 650	71 605	63 607	82 411	74 257

**Tableau 1.1.3.1 – Recettes et dépenses, évolution des réserves et solde des fonds
Fonds de fonctionnement – (autres fonds)
pour l'exercice biennal ayant pris fin le 31 décembre 2007
(en milliers de dollars des Etats-Unis)**

	Fonds pour le bâtiment et le logement (1)		Fonds d'avances remboursables pour les publications		Caisse d'indemnisation		Fonds d'assurance cautionnement		Fonds de versements spéciaux		Fonds du Prix Nobel de la Paix		TOTAL	
	2006-07	2004-05	2006-07	2004-05	2006-07	2004-05	2006-07	2004-05	2006-07	2004-05	2006-07	2004-05	2006-07	2004-05
RECETTES														
Autres recettes/recettes accessoires:														
Activités productrices de recettes	454	483	2 207	2 835	337	387			162	149			2 661	3 318
Crédits provenant d'autres fonds	286	295	(1)	(6)	7	4			18	6	16	13	785	831
Produit net des placements, intérêts compris	405	205	3	1	(3)		59	25	9		(1)	-	504	247
Ajustements de change	1 409	25	-	28	673	704	32						1 449	26
Autres recettes													673	732
TOTAL, RECETTES	2 554	1 008	2 209	2 858	1 014	1 095	91	25	189	155	15	13	6 072	5 154
DEPENSES	2 719	3 530	1 498	3 018	1 375	1 233			283	195	41	29	5 916	8 005
EXCEDENT (DEFICIT) DES RECETTES PAR RAPPORT AUX DEPENSES	(165)	(2 522)	711	(160)	(361)	(138)	91	25	(94)	(40)	(26)	(16)	156	(2 851)
RESERVES ET SOLDE DES FONDS EN DEBUT D'EXERCICE	8 213	10 735	1	161	225	363	1 205	1 180	404	444	602	618	10 650	13 501
RESERVES ET SOLDE DES FONDS EN FIN D'EXERCICE	8 048	8 213	712	1	(136)	225	1 296	1 205	310	404	576	602	10 806	10 650

(1) Le fonds est en francs suisses. En conséquence, les soldes de fonds sont valorisés en dollars des Etats-Unis au taux de change comptable de l'ONU en vigueur à la fin de chaque exercice.
(2006-07: 1,14 franc suisse pour un dollar E.-U.; 2004-05: 1,31 franc suisse pour 1 dollar E.-U.)

**Tableau 1.1.3.2 – Recettes et dépenses, évolution des réserves et solde des fonds
Fonds de fonctionnement – (autres fonds)
pour l'exercice biennal ayant pris fin le 31 décembre 2007**
(en milliers de dollars des Etats-Unis)

	Appui au programme		Compte des indemnités de fin de contrat (1)		Crédits ouverts sur les excédents de périodes antérieures (note 30)(3)		Fonds pour les systèmes informatiques		Fonds de réserve pour les comptes extrabudgétaires		TOTAL	
	2006-07	2004-05	2006-07	2004-05	2006-07	2004-05	2006-07	2004-05	2006-07	2004-05	2006-07	2004-05
RECETTES												
Autres recettes/receives accessoires:												
Crédits provenant d'autres fonds			7 433	6 455							7 640	6 455
Bénéfices tirés de services rendus (2)	39 796	34 315	1 037	344	374	552					39 796	34 315
Produit des placements, intérêts compris	1 802	236	490	1	638	1 748					2 286	1 446
Ajustements de change	1 117	9			215	-					304	177
Autres recettes accessoires	86	177										
TOTAL, RECETTES	42 801	34 737	8 960	6 800	1 227	2 300	336	1 113			53 324	44 950
TOTAL, DEPENSES	27 474	21 221	7 019	6 343	9 361	19 825	1 472	34 477			45 326	81 866
EXCEDENT (DEFICIT) DES RECETTES PAR RAPPORT AUX DEPENSES	15 327	13 516	1 941	457	(8 134)	(17 525)	(1 136)	(33 364)			7 998	(36 916)
Virement de l'excédent de 2000-01 au Fonds pour les systèmes informatiques						(16 570)		16 570				
RESERVES ET SOLDE DES FONDS EN DEBUT D'EXERCICE	28 649	15 133	18 653	18 196	13 703	47 798	2 577	19 371	25	25	63 607	100 523
RESERVES ET SOLDE DES FONDS EN FIN D'EXERCICE	43 976	28 649	20 594	18 653	5 569	13 703	1 441	2 577	25	25	71 605	63 607

(1) Le fonds des indemnités de fin de contrat sert à financer les indemnités de rapatriement (voir la note 10 des Informations générales sur les états financiers et les tableaux) et autres indemnités statutaires à payer en fin de contrat conformément aux articles 11.4, 11.5 et 11.6 du Statut du personnel. Il est alimenté par une provision, incluse dans le coût du personnel, à raison de 3,5 pour cent du traitement de base des fonctionnaires réunissant les conditions requises et par les intérêts produits par le fonds. Le fonds détient 533 459 dollars pour le compte de Turin (1 265 850 dollars en 2004-05).

(2) Comprend des intérêts s'élevant à 1 158 850 dollars courus sur le solde des fonds extrabudgétaires pour la coopération technique qui ne sont pas spécifiquement attribuables aux donateurs (2004-05: 339 472 dollars).

(3) Crédits ouverts sur les excédents de 1990-91, 1992-93 et 2000-01, tels qu'approuvés par la Conférence internationale du Travail à différentes sessions. Les comptes de 1990-91 et de 1992-93 sont en francs suisses. En conséquence, les soldes des fonds sont valorisés en dollars des Etats-Unis au taux de change comptable de l'ONU en vigueur à la fin de l'exercice (2006-07: 1,14 franc suisse pour 1 dollar; 2004-05: 1,31 franc suisse pour 1 dollar).

**Tableau 1.2.1 – Contributions reçues des Etats Membres et montants dus au titre de périodes antérieures d'affiliation à l'OIT – Sommaire (en francs suisses)
pour l'exercice biennal ayant pris fin le 31 décembre 2007**

Détails	Solde dû au 1.1.06 (1)	Contributions fixées pour 2006-07	Total des montants dus	Montants reçus ou crédits (2)		Solde dû au 31.12.07
				2006	2007	
A. Contributions fixées pour l'exercice 2006-07:						
2006 – Dans le cadre du budget		371 443 750	371 443 750	270 377 122	98 489 491	2 577 137
2007 – Dans le cadre du budget (3)		371 536 092	371 536 092		322 763 023	48 773 069
Total des contributions fixées pour l'exercice 2006-07		742 979 842	742 979 842	270 377 122	421 252 514	51 350 206
B. Contributions dues par les Etats Membres au titre d'exercices antérieurs	168 113 405		168 113 405	117 010 647	18 008 399	33 094 359
C. Montants dus par des Etats Membres au titre de périodes antérieures d'affiliation à l'OIT	6 640 179		6 640 179	24 490		6 615 689
Total des contributions fixées et des montants dus au titre d'exercices antérieurs	174 753 584		174 753 584	117 035 137	18 008 399	39 710 048
Total pour 2006-07	174 753 584	742 979 842	917 733 426	387 412 259	439 260 913	91 060 254
Total pour 2004-05	141 810 523	709 658 485	851 469 008	390 134 891	286 580 533	174 753 584

Solde dû en dollars E.-U. au taux de change mensuel fixé pour décembre 2007 pour les opérations de l'ONU (1,14 franc suisse pour 1 dollar E.-U.)

79.877.416

(1) Ne comprend pas les contributions fixées pour 2006.

(2) Comprend les montants portés au crédit des Etats Membres au titre:

	2006	2007
Du système d'incitation au prompt versement des contributions respectivement pour 2004 et 2005	42 959	2 377 001
Des excédents de trésorerie accumulés au cours des exercices précédents	336 152	-
De la moitié de la prime nette accumulée au cours des exercices précédents	376 590	1 051 497

Total des montants crédités 755 701 3 428 498

(3) Y compris la contribution de Brunéi Darussalam pour 2007 de 92 342 francs suisses mise en recouvrement après adoption du budget.

Tableau 1.2.1.1 – Contributions reçues des Etats Membres et montants dus au titre de périodes antérieures d'affiliation à l'OIT – Détail (en francs suisses)
pour l'exercice biennal ayant pris fin le 31 décembre 2007

Etats	Contributions fixées pour 2006-07				Contributions fixées pour les exercices antérieurs				Total dû au 31.12.07	
	2006		2007		Solde dû au 31.12.07	Montant reçu ou crédité en 2006	Montant reçu ou crédité en 2007	Solde dû au 31.12.07		Année civile de contribution
	%	Montant	%	Montant						
Afghanistan	0.002	7 429	0.002	7 429	7 416	-	-	-	2007	13
Afrique du Sud	0.292	1 084 616	0.292	1 084 616	1 084 616	-	-	-	-	-
Albanie	0.005	18 572	0.005	18 572	18 572	-	-	-	-	-
Algérie	0.076	282 297	0.076	282 297	282 297	-	-	-	-	-
Allemagne	8.670	32 204 173	8.670	32 204 173	32 204 173	-	-	-	-	-
Angola	0.001	3 714	0.001	3 714	3 714	-	-	-	-	-
Antigua-et-Barbuda (2)	0.003	11 143	0.003	11 143	11 143	-	-	-	1991-2007	308 129
Arabie saoudite	0.714	2 652 109	0.714	2 652 109	2 652 109	-	-	-	-	-
Argentine	0.957	3 554 717	0.957	3 554 717	550 000	3 004 717	1 263 104	726 290	2007	3 004 717
Arménie (1)	0.002	7 429	0.002	7 429	7 429	3 375 092	48 000	48 000	1993-2004	1 791 666
Australie	1.593	5 917 099	1.593	5 917 099	5 917 099	-	-	-	-	-
Autriche	0.860	3 194 416	0.860	3 194 416	3 194 416	-	-	-	-	-
Azerbaïdjan (1)	0.005	18 572	0.005	18 572	18 572	-	-	-	1993-2005	3 468 404
Bahamas	0.013	48 288	0.013	48 288	48 288	-	-	-	-	-
Baïreïn	0.030	111 433	0.030	111 433	111 433	-	-	-	-	-
Bangladesh	0.010	37 145	0.010	37 145	37 145	-	-	-	-	-
Barbade	0.010	37 145	0.010	37 145	37 145	-	-	-	-	-
Bélarus (1)	0.018	66 860	0.018	66 860	66 860	-	-	-	1996-97	1 577 463
Belgique	1.070	3 974 448	1.070	3 974 448	3 974 435	6	157 746	157 746	2007	13
Belize	0.001	3 714	0.001	3 714	3 714	-	-	-	-	-
Bénin	0.002	7 429	0.002	7 429	7 429	-	-	-	-	-
Bolivie	0.009	33 430	0.009	33 430	33 430	-	-	-	2006-07	64 051
Bosnie-Herzégovine	0.003	11 143	0.003	11 143	11 143	-	-	-	-	-
Botswana	0.012	44 573	0.012	44 573	44 573	-	-	-	-	-
Bразил	1.524	5 660 803	1.524	5 660 803	-	3 753 183	1 109 601	11 114 093	2006-07	7 328 757
Brunéï Darussalam (le)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bulgarie	0.017	63 146	0.017	63 146	63 146	-	-	-	-	-
Burkina Faso	0.002	7 429	0.002	7 429	7 429	-	-	-	-	-
Burundi	0.001	3 714	0.001	3 714	3 714	-	-	-	2007	3 691
Camboïde (1)	0.002	7 429	0.002	7 429	7 429	-	-	-	1988-94	189 428
Canada	0.008	29 716	0.008	29 716	29 716	-	-	-	-	-
Cameroun	2.816	10 459 856	2.816	10 459 856	10 459 856	-	-	-	-	-
Cap-Vert (2)	0.001	3 714	0.001	3 714	3 714	-	-	-	1994-96+2005-07	95 690
Chili	0.223	828 320	0.223	828 320	828 320	-	-	-	-	-
Chine	2.055	7 633 169	2.055	7 633 169	7 633 169	-	-	-	-	-
Cypr	0.183	679 742	0.183	679 742	679 742	-	-	-	-	-
Colombie	0.155	575 738	0.155	575 738	575 738	-	-	-	-	-
Comores (2)	0.001	3 714	0.001	3 714	3 714	-	-	-	1981-2007	518 849
Congo	0.001	3 714	0.001	3 714	3 714	-	-	-	-	-
Corée, République de	1.797	6 674 844	1.797	6 674 844	3 574 880	3 099 964	9 985	9 985	2007	3 099 964
Costa Rica	0.030	111 433	0.030	111 433	20 671	90 762	34 397	43 884	2007	90 762
Côte d'Ivoire	0.037	137 434	0.037	137 434	876	136 558	130 034	130 034	2007	136 558
Croatie	0.043	159 721	0.043	159 721	159 721	-	-	-	2007	10
Cuba	0.039	144 863	0.039	144 863	144 863	-	-	-	-	-
Danemark	0.719	2 670 681	0.719	2 670 681	2 670 681	-	-	-	-	-
Djibouti (2)	0.001	3 714	0.001	3 714	3 714	-	-	-	1995-96+1998-2007	106 141

Tableau 1.2.1.1 – Contributions reçues des Etats Membres et montants dus au titre de périodes antérieures d'affiliation à l'OIT – Détail (en francs suisses)
pour l'exercice biennal ayant pris fin le 31 décembre 2007

Etats	Contributions fixées pour 2006-07				Contributions fixées pour les exercices antérieurs				Total dû au 31.12.07
	2006		2007		Solde dû au 31.12.07	Montant reçu ou crédité en 2007	Solde dû au 31.12.07	Année civile de contribution	
	%	Montant	%	Montant					
Dominique	0,001	3 714	0,001	3 714	23	-	3 539	2005-07	10 943
Egypte	0,120	445 733	0,120	445 733	445 733	-	-	-	-
El Salvador	0,022	81 718	0,022	81 718	71 865	-	-	2007	10 073
Emirats arabes unis	0,235	872 893	0,235	872 893	872 780	100	-	2007	113
Equateur	0,019	70 574	0,019	70 574	70 574	-	-	-	-
Erythrée	0,001	3 714	0,001	3 714	3 714	-	-	-	-
Espagne	2,523	9 371 526	2,523	9 371 526	9 371 526	-	-	-	-
Estonie	0,012	44 573	0,012	44 573	44 573	-	-	-	-
Etats-Unis	22,000	81 717 625	22,000	81 717 625	47 467 329	81 646 566	24 025 566	2007	34 250 296
Ethiopie	0,004	14 858	0,004	14 858	14 858	-	-	-	-
Ex-République yougoslave de Macédoine	0,006	22 287	0,006	22 287	22 287	-	42 580	2007	61
Fidji (les)	0,004	14 858	0,004	14 858	14 797	61	-	2007	-
Finlande	0,533	1 979 795	0,533	1 979 795	1 979 795	-	-	-	-
France	6,036	22 420 345	6,036	22 420 345	22 420 345	-	-	-	-
Gabon	0,009	33 430	0,009	33 430	5 252	-	-	-	-
Gambie (2)	0,001	3 714	0,001	3 714	3 714	-	12 571	2007	28 178
Géorgie (1)	0,003	11 143	0,003	11 143	11 143	580	63 484	1997-2007	70 912
Ghana	0,004	14 858	0,004	14 858	14 858	13 679	3 082 547	1993-2004	2 964 385
Grèce	0,530	1 968 652	0,530	1 968 652	1 613 399	318 635	104 807	2007	355 253
Grenade	0,001	3 714	0,001	3 714	3 714	-	2 263	-	-
Guatemala	0,030	111 433	0,030	111 433	111 433	23	-	-	-
Guinée	0,003	11 143	0,003	11 143	143	-	-	2006-07	17 047
Guinée équatoriale	0,002	7 429	0,002	7 429	7 429	7 429	-	-	-
Guinée-Bissau (2)	0,001	3 714	0,001	3 714	3 714	-	13 145	1992-2001+2003-07	241 295
Guyana	0,001	3 714	0,001	3 714	3 714	-	233 867	-	-
Haiti	0,003	11 143	0,003	11 143	3 714	-	3 988	2006-07	21 940
Honduras	0,005	18 572	0,005	18 572	18 540	1 001	17 742	2007	32
Hongrie	0,126	468 019	0,126	468 019	468 019	-	-	-	-
Iles Salomon (2)	0,001	3 714	0,001	3 714	3 714	-	24 613	1999-2007	32 041
Inde	0,421	1 563 778	0,421	1 563 778	1 563 778	-	-	-	-
Indonésie	0,142	527 450	0,142	527 450	527 450	-	-	-	-
Iran, République islamique d'	0,157	583 167	0,157	583 167	-	-	1 507 748	2005-07	1 319 161
Iraq (2)	0,016	59 431	0,016	59 431	-	-	6 184 565	1998-2007	6 095 399
Irlande	0,350	1 300 053	0,350	1 300 053	1 300 027	13	13	2007	26
Islande	0,034	126 291	0,034	126 291	126 291	-	-	-	-
Israël	0,467	1 734 643	0,467	1 734 643	1 734 643	1 677 580	-	-	-
Italie	4,890	18 163 600	4,890	18 163 600	18 163 600	-	-	-	-
Jamaïque	0,132	490 306	0,132	490 306	20 392	469 914	-	-	-
Jamahiriya arabe libyenne	0,008	29 716	0,008	29 716	29 716	-	-	2007	469 914
Japon	19,485	72 375 815	19,485	72 375 815	72 375 815	-	69 137 710	-	-
Jordanie	0,011	40 859	0,011	40 859	40 859	-	-	-	-
Kazakhstan (1)	0,025	92 861	0,025	92 861	92 861	-	3 860 032	1994-99	3 345 362
Kenya	0,009	33 430	0,009	33 430	33 430	-	-	-	-
Kirghizistan (2)	0,001	3 714	0,001	3 714	3 714	-	-	-	-
Kiribati	0,001	3 714	0,001	3 714	23	3 622	10	1992-2007	1 139 273
Koweït	0,162	601 739	0,162	601 739	601 739	-	-	2006-07	3 782

Tableau 1.2.1.1 – Contributions reçues des Etats Membres et montants dus au titre de périodes antérieures d'affiliation à l'OIT – Détail (en francs suisses)
pour l'exercice biennal ayant pris fin le 31 décembre 2007

Etats	Contributions fixées pour 2006-07				Contributions fixées pour les exercices antérieurs				Total dû au 31.12.07		
	2006		2007		Solde dû au 31.12.07	Montant reçu ou crédité en 2007	Solde dû au 01.01.06	Montant reçu ou crédité en 2006		Solde dû au 31.12.07	Année civile de contribution
	%	Montant	%	Montant							
Lesotho	0.001	3 714	0.001	3 714	3 714	-	-	-	-	-	
Lettonie	0.015	55 717	0.015	55 717	55 717	-	431 520	143 840	287 680	-	
Liban	0.024	89 147	0.024	89 147	89 147	79 828	76 489	47 233	29 256	2006-07	
Libéria (1)	0.001	3 714	0.001	3 714	3 714	-	194 242	27 379	11 919	1994-99	
Lituanie	0.024	89 147	0.024	89 147	89 147	-	579	579	-	-	
Luxembourg	0.077	286 012	0.077	286 012	286 012	-	-	-	-	-	
Madagascar	0.003	11 143	0.003	11 143	332	11 015	10 429	10 429	-	2007	
Malaisie	0.203	754 031	0.203	754 031	754 031	-	-	-	-	-	
Malawi	0.001	3 714	0.001	3 714	3 714	-	8 251	8 251	-	-	
Mali	0.002	7 429	0.002	7 429	7 429	-	-	-	-	-	
Malte	0.014	52 002	0.014	52 002	52 002	-	-	-	-	-	
Maroc	0.047	174 579	0.047	174 579	174 579	-	-	-	-	-	
Maurice	0.011	40 859	0.011	40 859	40 859	-	-	-	-	-	
Mauritanie	0.001	3 714	0.001	3 714	3 714	-	447	447	-	-	
Mexique	1.885	7 001 715	1.885	7 001 715	7 001 715	901 444	2 729 346	136 473	136 467	1993-2004	
Moldova, République de (1)	0.001	3 714	0.001	3 714	3 714	-	-	-	-	2007	
Mongolie	0.001	3 714	0.001	3 714	23	-	3 691	-	-	1993-2004	
Monténégro (le)	0.001	1 740	0.001	3 714	23	-	5 454	-	-	2007	
Mozambique	0.001	3 714	0.001	3 714	3 714	-	3 841	3 841	-	2006-07	
Myanmar	0.010	37 145	0.010	37 145	36 927	37 138	-	-	-	2007	
Namibie	0.006	22 287	0.006	22 287	22 287	-	-	-	-	-	
Népal	0.004	14 858	0.004	14 858	14 858	-	-	-	-	-	
Nicaragua	0.001	3 714	0.001	3 714	3 702	-	12	-	-	2007	
Niger	0.001	3 714	0.001	3 714	3 643	-	71	263	-	2007	
Nigeria	0.042	156 007	0.042	156 007	156 007	1 138	-	-	-	-	
Norvège	0.680	2 525 818	0.680	2 525 818	2 525 818	-	-	-	-	-	
Nouvelle-Zélande	0.221	820 891	0.221	820 891	820 891	-	-	-	-	-	
Oman	0.070	260 011	0.070	260 011	260 011	-	-	-	-	-	
Ouganda	0.006	22 287	0.006	22 287	-	-	44 574	12 633	-	2005-07	
Ouzbékistan (2)	0.014	52 002	0.014	52 002	-	14 572	1 383 851	55 911	15 132	1996-2007	
Pakistan	0.055	204 294	0.055	204 294	173 616	-	104 004	-	-	2007	
Panama	0.019	70 574	0.019	70 574	70 574	811	28 490	28 490	-	-	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0.003	11 143	0.003	11 143	11 143	11 143	21 290	21 290	-	-	
Paraguay (1)	0.012	44 573	0.012	44 573	44 573	-	811 730	42 723	42 723	1978-2003	
Pays-Bas	1.691	6 281 114	1.691	6 281 114	6 281 114	-	-	-	-	-	
Pérou	0.092	341 728	0.092	341 728	36 906	297 084	1 167 973	1 167 973	-	2007	
Philippines	0.095	352 872	0.095	352 872	154 605	352 554	554 425	339 050	215 375	2007	
Pologne	0.461	1 712 356	0.461	1 712 356	1 712 356	-	1 581 881	790 942	790 939	-	
Portugal	0.470	1 745 786	0.470	1 745 786	1 745 786	-	-	-	-	-	
Qatar	0.064	237 724	0.064	237 724	237 724	-	-	-	-	-	
République arabe syrienne	0.038	141 149	0.038	141 149	135 827	437	3 530	3 530	-	2007	
République centrafricaine (2)	0.001	3 714	0.001	3 714	-	-	147 412	11 883	12 577	1995-2004-2004-07	
République démocratique du Congo	0.003	11 143	0.003	11 143	-	-	22 197	-	-	2005-07	
République démocratique pop. lao	0.001	3 714	0.001	3 714	3 714	-	63 286	-	54 862	-	
République dominicaine	0.035	130 006	0.035	130 006	130 006	129 741	-	-	-	-	
République tchèque	0.010	37 145	0.010	37 145	37 145	-	65 055	51 987	13 068	2005-07	

Tableau 1.2.1.1 – Contributions reçues des Etats Membres et montants dus au titre de périodes antérieures d'affiliation à l'OIT – Détail (en francs suisses)
pour l'exercice biennal ayant pris fin le 31 décembre 2007

Etats	Contributions fixées pour 2006				Contributions fixées pour 2006-07				Contributions fixées pour les exercices antérieurs				Total dû au 31.12.07			
	Contributions fixées		Montant reçu ou crédité		Contributions fixées		Montant reçu ou crédité		Solde dû au 31.12.07		Montant reçu ou crédité en 2007			Solde dû au 31.12.07		Année civile de contribution
	%	Montant	en 2006	en 2007	%	Montant	en 2007	ou crédité en 2007	Solde dû au 31.12.07	Solde dû au 01.01.06	en 2006	en 2007		Solde dû au 31.12.07		
Roumanie	0,060	222 866	222 866	-	0,060	222 866	222 866	222 866	-	-	-	-	-	-	-	
Royaume-Uni	6,133	22 780 645	21 747 227	1 033 418	6,133	22 780 645	22 780 645	22 780 645	-	-	-	-	-	-	-	
Russie, Fédération de	1,101	4 089 596	4 089 596	31	1,101	4 089 596	4 089 596	4 089 596	41	10	10	-	-	-	41	
Rwanda	0,001	3 714	-	3 714	0,001	3 714	3 714	3 714	-	3 536	-	3 536	-	-	-	
Sainte-Lucie	0,002	7 429	6	7 423	0,002	7 429	7 429	7 372	57	2 162	-	2 162	-	-	57	
Saint-Kitts-et-Nevis	0,001	3 714	-	3 714	0,001	3 714	3 714	3 714	-	7 053	3 713	3 340	-	-	-	
Saint-Marin	0,003	11 143	11 143	-	0,003	11 143	11 143	11 143	-	-	-	-	-	-	-	
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,001	3 714	4	3 710	0,001	3 714	3 714	16	3 698	3 192	-	3 192	-	-	3 698	
Samoa	0,001	3 714	798	2 916	0,001	3 714	3 714	3 714	7 428	2 916	2 916	-	-	-	-	
Sao Tomé-et-Principe (2)	0,001	3 714	-	-	0,001	3 714	-	-	7 428	229 217	-	-	-	229 217	-	
Sénégal	0,005	18 572	-	18 572	0,005	18 572	18 572	18 572	-	460	-	460	-	-	-	
Serbie	0,018	68 834	68 834	-	0,018	68 860	68 860	1 740	65 120	67 411	67 411	-	-	-	65 120	
Seychelles	0,002	7 429	336	7 093	0,002	7 429	7 429	6 573	856	7 097	-	7 097	-	-	856	
Sierra Leone (2)	0,001	3 714	-	-	0,001	3 714	-	-	7 428	400 549	-	-	-	400 549	-	
Singapour	0,388	1 441 202	1 441 202	-	0,388	1 441 202	1 441 202	1 441 202	-	-	-	-	-	-	-	
Slovaquie	0,051	189 437	189 437	-	0,051	189 437	189 437	189 437	-	-	-	-	-	-	-	
Slovenie	0,082	304 584	304 584	-	0,082	304 584	304 584	304 584	-	-	-	-	-	-	-	
Somalie (2)	0,001	3 714	-	-	0,001	3 714	-	-	7 428	366 416	-	-	-	366 416	-	
Soudan	0,008	29 716	29 586	-	0,008	29 716	29 716	-	29 846	56 730	56 730	-	-	56 730	-	
Sn Lanka	0,017	63 146	63 146	-	0,017	63 146	63 146	63 146	-	-	-	-	-	-	-	
Suède	0,999	3 710 723	3 710 723	-	0,999	3 710 723	3 710 723	3 710 723	-	-	-	-	-	-	-	
Suisse	1,198	4 449 896	4 449 896	-	1,198	4 449 896	4 449 896	4 449 896	-	-	-	-	-	-	-	
Suriname	0,001	3 714	7 429	-	0,001	3 714	3 714	3 714	-	9 578	9 578	-	-	-	-	
Swaziland	0,002	7 429	7 429	-	0,002	7 429	7 429	7 429	-	-	-	-	-	-	-	
Tadjikistan (2)	0,001	3 714	-	-	0,001	3 714	-	-	7 428	569 145	3 271	3 650	-	562 224	569 652	
Tanzanie, République-Unie de	0,006	22 287	20 779	1 508	0,006	22 287	20 779	20 779	1 508	85	85	-	-	1 508	1 508	
Tchad (2)	0,001	3 714	-	-	0,001	3 714	-	-	7 428	5 337	-	-	-	5 337	12 765	
Thaïlande	0,209	776 318	776 318	-	0,209	776 318	776 318	776 318	-	-	-	-	-	-	-	
Timor-Leste (le)	0,001	3 714	-	3 714	0,001	3 714	3 714	3 714	-	8 517	3 714	4 803	-	160 647	164 361	
Togo (1)	0,001	3 714	3 714	-	0,001	3 714	3 714	3 714	3 714	217 001	31 472	24 882	-	-	-	
Trinité-et-Tobago	0,022	81 718	81 718	-	0,022	81 718	81 718	81 718	-	-	-	-	-	-	-	
Tunisie	0,032	118 862	103 456	15 406	0,032	118 862	118 862	118 862	-	11 639	11 639	-	-	-	-	
Turkmenistan (2)	0,005	18 572	-	-	0,005	18 572	-	-	37 144	888 764	-	-	-	888 764	925 908	
Turquie	0,372	1 381 771	1 381 771	-	0,372	1 381 771	1 381 771	1 381 771	-	-	-	-	-	-	-	
Ukraine (1)	0,039	144 863	144 863	-	0,039	144 863	144 863	144 863	-	4 747 081	527 454	527 454	-	3 692 173	3 692 173	
Uruguay	0,048	178 293	-	178 293	0,048	178 293	178 293	178 293	-	746 313	575 997	170 316	-	-	-	
Vanuatu	0,001	3 714	-	-	0,001	3 714	-	-	7 428	7 123	6 791	-	-	332	7 760	
Venezuela, Rép. bolivarienne du	0,171	635 169	26 634	608 535	0,171	635 169	635 169	635 169	-	6 117 899	8 505	603 284	-	-	-	
Viet Nam	0,021	78 003	78 003	-	0,021	78 003	78 003	78 003	-	1 386	1 386	-	-	-	1 386	
Yémen	0,006	22 287	20 901	1 386	0,006	22 287	20 901	20 901	1 386	6 458	6 458	-	-	-	-	
Zambie	0,002	7 429	4 956	2 473	0,002	7 429	7 429	7 429	-	24 838	24 838	-	-	-	-	
Zimbabwe	0,007	26 001	26 001	-	0,007	26 001	26 001	26 001	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL Etats Membres	100,000	371 443 750	270 377 122	98 489 491	100,026 (3)	371 536 092	322 763 023	322 763 023	51 350 206	168 113 405	117 010 647	18 008 399	-	33 094 359	84 444 565	

**Tableau 2.1 – Recettes et dépenses, évolution des réserves et solde des fonds
Autres fonds gérés par l'OIT – (fonds ayant un budget approuvé)
pour l'exercice biennal ayant pris fin le 31 décembre 2007**
(en milliers de dollars des Etats-Unis)

	Institut international d'études sociales (IES) (note 31)						Centre interaméricain de recherche et de documentation sur la formation professionnelle (CINTERFOR) (note 32)				Centre international d'informations de sécurité et santé au travail (CIS) (note 33)				TOTAL		
	Compte courant		Fonds de dotation		Autres fonds (1)		Total		Budget		Chiffres effectifs		Budget		Chiffres effectifs		
	2006-07	2004-05	2006-07	2004-05	2006-07	2004-05	2006-07	2004-05	2006-07	2004-05	2006-07	2004-05	2006-07	2004-05	2006-07	2004-05	
RECETTES																	
Contributions volontaires																	
Autres recettes/recettes accessoires:																	
Activités productrices de recettes																	
Crédits provenant d'autres fonds	39	-	5														
Fonds de dotation	-	-	28														
Budget ordinaire de l'OIT	5 066	5 181	4 729														
Produit des placements, intérêts compris	100	161	94		12	29		173	180								
Ajustements de charge		84	4														
Autres recettes	20	20	6		8			71	6								
TOTAL, RECETTES	5 225	5 446	4 866	36	20	29	83	5 502	4 978	2 271	2 269	2 349	2 897	3 284	2 937	11 055	10 264
DEPENSES	7 729	5 793	6 193					5 793	6 184	2 271	2 168	2 305	3 168	2 986	3 015	10 969	11 504
EXCEDENT (DEFICIT) DES RECETTES PAR RAPPORT AUX DEPENSES	(2 504)	(347)	(1 327)	36	20	30	91	(291)	(1 206)	-	101	44	(271)	286	(78)	96	(1 240)
Virement au compte courant																	
RESERVES ET SOLDE DES FONDS EN DEBUT D'EXERCICE	-	3 349	4 676	4 376	986	956	4 313	8 711	9 945	-	326	282	-	692	770	9 729	10 997
RESERVES ET SOLDE DES FONDS EN FIN D'EXERCICE	-	3 002	3 349	4 412	1 006	986	4 376	8 420	8 711	-	427	326	-	978	692	9 825	9 729

(1) «Autres fonds» comprend le Fonds de réserve et le Legs de Phelan.

Tableau 2.2 – Actif et passif, réserves et solde des fonds (note 17)
Autres fonds gérés par l'OIT – (fonds ayant un budget approuvé)

au 31 décembre 2007
(en milliers de dollars des Etat-Unis)

	Institut international d'études sociales (IIES) (note 31)		Centre interaméricain de recherche et de documentation sur la formation professionnelle (CINTERFOR) (note 32)		Centre international d'informations de sécurité et santé au travail (CIS) (note 33)		TOTAL	
	2006-07	2004-05	2006-07	2004-05	2006-07	2004-05	2006-07	2004-05
ACTIF								
Encaisse et dépôts à terme	-	421					-	421
Placements	5 668	5 231					5 668	5 231
Sommes à recevoir								
Soldes interfonds	2 773	3 140	440	338	981	692	4 194	4 170
Autres	-	7	-				-	7
TOTAL, ACTIF	8 441	8 799	440	338	981	692	9 862	9 829
PASSIF								
Sommes à payer:								
Engagements non réglés	16	71	13	12	3		32	83
	5	17					5	17
TOTAL, PASSIF	21	88	13	12	3		37	100
RESERVES ET SOLDE DES FONDS								
Réserves d'exploitation	3 002	3 347	427	326	978	692	4 407	4 365
Autres:								
Fonds de dotation	4 412	4 377					4 412	4 377
Fonds de réserve	433	421					433	421
Legs de Phelan	573	566					573	566
	5 418	5 364					5 418	5 364
TOTAL, RESERVES ET SOLDE DES FONDS	8 420	8 711	427	326	978	692	9 825	9 729
TOTAL, PASSIF, RESERVES ET SOLDE DES FONDS	8 441	8 799	440	338	981	692	9 862	9 829

Tableau 3.1 – Recettes et dépenses, évolution des réserves et solde des fonds (note 34)
(Coopération technique financée par des fonds extrabudgétaires)
pour l'exercice biennal ayant pris fin le 31 décembre 2007
(en milliers de dollars des Etats-Unis)

	Programme des Nations Unies pour le développement		Autres (y compris IPEC et les fonds de dépôts)		TOTAL	
	2006-07	2004-05	2006-07	2004-05	2006-07	2004-05
RECETTES						
Contributions volontaires			399 420	328 808	399 420	328 808
Autres recettes/recettes accessoires: interorganisations	16 503	1 885			16 503	1 885
Produit des placements, intérêts compris	(6)	(38)	8 633	1 781	8 633	1 781
Ajustements de change	53	336	(5)	(2)	(11)	(40)
Autres recettes			7	228	60	564
TOTAL, RECETTES	16 550	2 183	408 055	330 815	424 605	332 998
DEPENSES	16 525	6 990	353 111	311 856	369 636	318 846
EXCEDENT (DEFICIT) DE RECETTES PAR RAPPORT AUX DEPENSES	25	(4 807)	54 944	18 959	54 969	14 152
Avance nette payée (au)/par le PNUD (1)	(1 087)	(3 083)			(1 087)	(3 083)
Remboursement aux donateurs			(7 981)	(5 557)	(7 981)	(5 557)
RESERVES ET SOLDE DES FONDS EN DEBUT D'EXERCICE	(6 909)	981	122 226	108 824	115 317	109 805
RESERVES ET SOLDE DES FONDS EN FIN D'EXERCICE	(7 971)	(6 909)	169 189	122 226	161 218	115 317

(1) Représente l'avance de fonds faite (au)/par le PNUD pour services rendus.

Tableau 3.2 – Actif et passif, réserves et solde des fonds (note 17 et note 34)
(Coopération technique financée par des fonds extrabudgétaires)

au 31 décembre 2007

(en milliers de dollars des États-Unis)

	Programme des Nations Unies pour le développement 2006-07	2004-05	Autres (y compris IPEC et les fonds de dépôts) 2006-07	2004-05	TOTAL 2006-07	2004-05
ACTIF						
Encaisse et dépôts à terme						
Sommes à recevoir:						
Soldes interfonds			176 336	128 215	176 336	128 215
Autres	2 505	2 209	41	3 013	2 546	5 222
TOTAL, ACTIF	2 505	2 209	176 377	131 228	178 882	133 437
PASSIF						
Sommes à payer:						
Engagements non réglés	172	212	98	-	270	212
Soldes interfonds	10 155	8 622	56	-	10 211	8 622
Autres (1)	149	284	7 034	9 002	7 183	9 286
TOTAL, PASSIF	10 476	9 118	7 188	9 002	17 664	18 120
RESERVES ET SOLDE DES FONDS						
Soldes liés à des projets financés par des donateurs	(7 971)	(6 909)	169 189	122 226	161 218	115 317
TOTAL, RESERVES ET SOLDE DES FONDS	(7 971)	(6 909)	169 189	122 226	161 218	115 317
TOTAL, PASSIF, RESERVES ET SOLDE DES FONDS	2 505	2 209	176 377	131 228	178 882	133 437

(1) Inclut 6,4 millions de dollars des États-Unis utilisés pour financer les indemnités de fin de contrat pour les experts employés dans les projets de coopération technique financés par des fonds extrabudgétaires.

Informations générales sur les états financiers et les tableaux

I. Exposé des objectifs et des activités

1. L'Organisation internationale du Travail a été fondée en 1919 avec pour mission de promouvoir la justice sociale et les droits de l'homme et du travailleur universellement reconnus. En 1946, elle est devenue la première institution spécialisée des Nations Unies. La Déclaration de Philadelphie, adoptée en 1944, affirme que «tous les êtres humains, quelle que soit leur race, leur croyance ou leur sexe, ont le droit de poursuivre leur progrès matériel et leur développement spirituel dans la liberté et la dignité, dans la sécurité économique et avec des chances égales». Les objectifs stratégiques de l'OIT couvrent les principes et droits au travail, l'emploi, la protection sociale et le dialogue social. Pris ensemble, ils constituent le travail décent.
2. L'OIT élabore des normes internationales du travail sous la forme de conventions et de recommandations. Ces normes comprennent des normes fondamentales concernant la liberté d'association et la négociation collective, l'abolition du travail forcé, l'égalité de chances et de traitement, et l'élimination du travail des enfants. D'autres normes réglementent les conditions de travail sous tous leurs aspects. L'OIT fournit des services consultatifs et une assistance technique, principalement dans les domaines suivants: travail des enfants; politique de l'emploi; formation et réadaptation professionnelles; développement des entreprises; sécurité sociale; conditions de travail; sécurité et santé au travail; administration du travail, législation du travail et relations professionnelles; statistiques du travail. Elle favorise le développement d'organisations d'employeurs et de travailleurs indépendantes et elle dispense une formation et fournit des services consultatifs à ces organisations. Elle sert de centre d'information sur le monde du travail, et à cette fin elle mène des recherches, recueille et analyse des statistiques, organise des réunions et publie toute une gamme d'informations et de matériels didactiques. Au sein du système des Nations Unies, l'OIT possède une structure tripartite unique dans laquelle les travailleurs et les employeurs participent sur un pied d'égalité avec les gouvernements aux travaux de ses organes directeurs.

II. Exposé des règles et méthodes comptables

Principes généraux

3. Les principes comptables et le système d'information comptable appliqués à l'OIT reflètent les dispositions du Règlement financier et des Règles de gestion financière de l'Organisation. Sous réserve de ces dispositions, ils sont conformes aux principes comptables généralement reconnus et tiennent pleinement compte des normes comptables du système des Nations Unies adoptées en octobre 1993 par le Comité administratif de coordination des Nations Unies et révisées les années suivantes par le Comité consultatif pour les questions administratives (questions financières et budgétaires)¹ et, plus récemment, par le Comité de haut niveau sur la gestion.

¹ Le Comité consultatif pour les questions administratives (questions financières et budgétaires) était un organe subsidiaire du Comité administratif de coordination, désormais appelé Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination.

Règles particulières

4. Les règles particulières suivantes ont un effet sensible sur les résultats présentés dans les états financiers:
- a) L'exercice financier de l'Organisation est une période biennale comprenant deux années civiles consécutives.
 - b) Les états financiers de l'Organisation sont établis suivant la méthode de la comptabilité au coût d'origine et ne reflètent pas les variations des prix des biens et des services.
 - c) Les recettes et les dépenses se rapportant aux activités exécutées au titre du Fonds de fonctionnement (y compris le budget ordinaire)² ou des autres fonds gérés par l'OIT³ ont été comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les remboursements au titre des droits à prestation non salariaux sont portés aux dépenses lorsque la preuve d'un tel droit est fournie.
 - d) En ce qui concerne les activités de coopération technique financées par des ressources extrabudgétaires⁴, les recettes au titre des contributions volontaires sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité de trésorerie et les autres recettes selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Conformément aux normes comptables du système des Nations Unies et aux exigences des donateurs, les dépenses engagées pour le compte du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) ont été comptabilisées sur la base de l'exercice. En revanche, les dépenses ayant trait aux autres activités de coopération technique financées par des fonds extrabudgétaires ont été enregistrées selon la méthode de la comptabilité de trésorerie.
 - e) A l'exception des terrains et bâtiments, les valeurs immobilisées appartenant à l'Organisation ne sont pas capitalisées dans les comptes.
 - f) Il n'est pas imputé d'amortissement pour les immobilisations capitalisées; il n'est pas tenu compte non plus des indemnités de fin de service, des allocations postérieures au départ à la retraite ni des congés annuels non utilisés.
 - g) Les recettes et les dépenses sont comptabilisées séparément, mais les déductions ou remboursements touchant les dépenses budgétaires sont crédités dans les comptes de dépenses correspondants lorsqu'ils sont comptabilisés dans le même exercice que celui où les dépenses initiales ont été engagées.
 - h) Les contributions extrabudgétaires acceptées par l'OIT sont comptabilisées séparément.

Monnaie de compte

5. La monnaie de compte de l'OIT est le dollar des Etats-Unis. Les comptes particuliers ouverts pour les contributions mises en recouvrement auprès des Etats Membres et pour certains autres fonds (le Fonds de roulement, par exemple) sont en francs suisses. Ces

² Tableaux 1.1.1 à 1.2.1.1.

³ Tableaux 2.1 et 2.2.

⁴ Tableaux 3.1 et 3.2.

comptes ainsi que les autres comptes individuels libellés dans des devises autres que le dollar E.-U. font l'objet d'une conversion en dollars en appliquant les règles de conversion exposées ci-après.

Règles de conversion des monnaies

6. Les règles comptables suivantes sont appliquées pour la conversion des monnaies:
 - a) Les états financiers de l'Organisation sont exprimés en milliers de dollars des Etats-Unis; les recettes et les dépenses du budget ordinaire en francs suisses sont converties en dollars E.-U. au taux de change budgétaire de l'OIT applicable à l'exercice. Toutes les autres transactions faites en devises autres que le dollar E.-U. sont converties en dollars au moment de l'opération, et ce au taux de change comptable mensuel de l'ONU en vigueur.
 - b) Le Fonds de stabilisation des changes sert à comptabiliser toute différence résultant de l'application du taux de change comptable mensuel de l'ONU utilisé dans les états financiers et du taux de change budgétaire utilisé pour convertir les recettes et les dépenses du budget ordinaire pour l'exercice ainsi que les gains et pertes résultant de la réévaluation des éléments d'actif et de passif, des réserves et des soldes des fonds relevant du Fonds de fonctionnement. Les gains ou pertes résiduels comptabilisés sur ce compte à la fin de chaque exercice donneront lieu à un ajustement de la prime nette résultant de l'achat à terme de dollars E.-U. (voir note 27 b) de l'état II); lorsque la prime acquise n'est pas suffisante pour résorber toute perte résiduelle, la perte non résorbée est imputée au Compte d'ajustement des recettes.
 - c) Les autres gains et pertes de change résultant des fluctuations monétaires sont compensés, et la différence nette est portée au crédit ou au débit du fonds pertinent.
 - d) Les éléments d'actif et de passif, les réserves et les soldes des fonds libellés dans des monnaies autres que le dollar E.-U. et ne relevant pas du Fonds de fonctionnement sont convertis en dollars au taux de change comptable de l'ONU applicable à la fin de l'exercice. Les gains et les pertes de change résultant de la réévaluation de ces éléments, réserves et soldes sont compensés et portés au débit du fonds pertinent.

III. *Passif éventuel*

7. Le montant maximum du passif éventuel pour les affaires en instance au Tribunal administratif de l'OIT est estimé à 1 972 144 dollars.
8. L'OIT est une organisation affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer des prestations de retraite, un capital-décès ou une pension d'invalidité et des prestations connexes. La Caisse est un système capitalisé à prestations définies. L'obligation financière de l'Organisation à l'égard de la Caisse comprend sa contribution prescrite au taux fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies et la somme qu'elle pourrait avoir à verser pour combler tout déficit actuariel, conformément à l'article 26 des Statuts de la Caisse. Ce paiement différentiel n'est exigible que si l'Assemblée générale des Nations Unies invoque la disposition de l'article 26, après avoir déterminé, sur la base d'une évaluation de la suffisance actuarielle de la Caisse, qu'un tel paiement est nécessaire. A la date de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale des Nations Unies n'a pas invoqué cette disposition.
9. **Prestations maladie après la cessation de service:** Les fonctionnaires (et leurs conjoints, enfants à charge et survivants) quittant le service à l'âge de 55 ans ou plus ont droit à

l'assurance-maladie après la cessation de service s'ils ont travaillé au moins dix ans à l'ONU ou dans une institution spécialisée et s'ils ont été bénéficiaires de la Caisse d'assurance pour la protection de la santé du personnel du BIT et de l'UIT pendant les cinq années précédant immédiatement la fin de leur service. Les mêmes prestations s'appliquent aux fonctionnaires bénéficiant d'une pension d'invalidité de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies ou de la Caisse des pensions du BIT. Ce régime est financé par les cotisations conjointes de l'OIT et des assurés. La cotisation de l'Organisation est comptabilisée au décaissement et imputée en tant que dépense à l'exercice au cours duquel elle fait l'objet d'un engagement. La cotisation de l'OIT pendant l'exercice 2006-07 s'est élevée à 16,5 millions de dollars (12,5 millions pour l'exercice 2004-05). Une évaluation actuarielle conforme à la norme comptable internationale (IAS) 19, effectuée à la fin de 2007, a établi à 415 millions de dollars au 31 décembre 2007 (389 millions au 31 décembre 2005) les engagements de l'OIT au titre des prestations maladie après la cessation de service dues aux fonctionnaires remplissant les conditions requises. Les principales hypothèses actuarielles formulées en vertu de la norme IAS 19 et retenues pour calculer les engagements de l'OIT au titre des prestations maladie après la cessation de service sont les suivantes:

- a) taux d'actualisation: 4 pour cent;
- b) inflation: 2 pour cent;
- c) taux d'inflation des frais médicaux: 5 pour cent à partir de 2004, tombant à 3 pour cent sur dix ans.

- 10. Prime de rapatriement:** Le BIT est tenu par contrat de verser une prime de rapatriement à tout fonctionnaire non recruté sur place qui, ayant accompli une année de service en dehors de son pays d'origine, quitte l'Organisation sans être muté à l'ONU ou à une institution spécialisée et sans avoir fait l'objet d'un renvoi sans préavis. Le montant estimatif des engagements au titre de la prime de rapatriement était de 25,5 millions de dollars au 31 décembre 2007.
- 11. Voyage de rapatriement:** Lors de la cessation de service d'un fonctionnaire, le BIT est tenu, en vertu du Statut du personnel, d'assumer les frais de rapatriement du fonctionnaire, de son conjoint et des personnes à sa charge. Sont inclus dans ces frais le voyage par avion et le transport du mobilier et des effets personnels. Le montant estimatif des engagements pour les voyages de rapatriement était de 4,8 millions de dollars au 31 décembre 2007.
- 12. Jours de congé accumulés à la cessation de service:** Conformément au Statut du personnel du BIT, tout fonctionnaire a droit à un congé annuel à raison de trente jours ouvrables pour douze mois de service, sur la base d'une semaine de travail de cinq jours. Les fonctionnaires dont les services cessent pour une raison autre qu'un transfert à l'Organisation des Nations Unies ou à une institution spécialisée et qui n'ont pas épuisé le congé annuel auquel ils ont droit reçoivent une somme correspondant au nombre des jours de congé annuel qu'ils ont accumulés, jusqu'à concurrence d'un maximum de 60 jours ouvrables. Pour tout fonctionnaire de la catégorie des services organiques ou des catégories supérieures, le montant est calculé sur la base du traitement net augmenté de l'ajustement de poste du lieu d'affectation auquel est affecté le fonctionnaire au moment de sa cessation de service. Le montant estimatif des engagements pour les jours de congé accumulés était de 23,4 millions de dollars au 31 décembre 2007.
- 13.** D'autres indications relatives à des engagements analogues sont données dans les notes figurant au bas des tableaux correspondants.

IV. Engagements en cours

14. Au 31 décembre 2007, le montant de l'engagement en cours pour la construction des nouveaux locaux à Dar es-Salaam s'élevait à 110 945 dollars.

V. Autres questions

15. Dans le cadre du système de mise en recouvrement des contributions en francs suisses associé à l'achat à terme de dollars, des contrats à terme avaient, au 31 décembre 2007, été passés avec des banques pour l'achat de 233,8 millions de dollars durant l'exercice 2008-09.

16. Au cours de l'exercice, des versements se montant à 139 058 dollars ont été effectués à titre gracieux, et des sommes à recevoir atteignant 173 378 dollars ont été passées par profits et pertes.

VI. Notes de l'état II: Actif et passif, réserves et solde des fonds au 31 décembre 2007

17. Le taux de change entre le franc suisse et le dollar des Etats-Unis retenu pour l'établissement de cet état financier est le taux de change comptable de l'ONU en vigueur au 31 décembre 2007 (1,14 franc suisse pour 1 dollar des Etats-Unis).

18. Aucun avoir en monnaie non convertible n'était détenu au 31 décembre 2007.

19. Les dépôts à vue et à terme se répartissent comme suit (en milliers de dollars):

	2006-07	2004-05
Encaisse et comptes courants	50 009	34 129
Dépôts à terme	373 435	194 863
Total	423 444	228 992

20. Récapitulatif des placements, au prix coûtant ou à leur valeur boursière, suivant que l'une ou l'autre de ces valeurs est la plus faible (en milliers de dollars):

	2006-07		2004-05	
	Prix coûtant	Valeur boursière	Prix coûtant	Valeur boursière
Fonds de fonctionnement	26 206	26 695	23 306	23 473
Fonds de fonctionnement (CAPS)	42 141	40 646	34 976	35 663
	68 347	67 341	58 282	59 136
Autres fonds gérés par l'OIT:				
Institut international d'études sociales (IIES)	5 668	9 837	5 231	7 054

21. Les autres comptes créditeurs sont les suivants (en milliers de dollars):

	2006-07	2004-05
Avances à des membres du personnel	9 295	9 164
Comptes d'avances temporaires en attente des bureaux extérieurs	1 116	1 222
Taxes diverses à recouvrer	2 845	2 100
Intérêts courus	2 647	489
Autres sommes à recevoir en dépôt (CAPS)	999	745
Dépôts et cautionnements	307	292
Paiements anticipés	646	214
Compte courant avec le Centre de Turin	–	382
Autres produits divers	2 575	2 083
Total	20 430	16 691

22. Les terrains et bâtiments détenus par l'Organisation et les fonds de capitaux qui y sont liés sont présentés en dollars dans le tableau ci-après:

	Coût		Fonds de capitaux	
	2006-07	2004-05	2006-07	2004-05
Terrains et bâtiments du siège:				
Coût (158 182 227 francs suisses)	138 756 339	120 749 792		
Fonds de capitaux:				
Remboursements nets du principal				
2006-07 (91 541 116 francs suisses)			80 299 225	64 226 348
2004-05 (84 136 516 francs suisses)				
Bureau régional de l'OIT, Lima	2 880 692	2 880 692	2 880 692	2 880 692
Bureau de l'OIT, Brésil	406 174	406 174	406 174	406 174
Bureau régional de l'OIT, Abidjan	2 417 065	2 417 065	2 417 065	2 417 065
Bureau de l'OIT, Dar es-Salaam	1 511 541	915 517	1 511 541	915 517
Bureau sous-régional de l'OIT, New Delhi	566 731	566 731	566 731	566 731
Bureau de l'OIT, Buenos Aires	676 680	676 680	676 680	676 680
Bureau sous-régional de l'OIT, Santiago	1 906 986	1 906 986	1 906 986	1 906 986
Bureau de l'OIT, Islamabad	1 918 420	1 918 420	1 918 420	1 918 420
Bureau de l'OIT, Bruxelles	449 217	449 217	449 217	449 217
Total	151 489 845	132 887 274	93 032 731	76 363 830

23. Outre les fonds de capitaux présentés ci-dessus, la valeur au prix coûtant du mobilier et du matériel au siège, dans les bureaux extérieurs et pour les projets de coopération technique imputés sur le budget ordinaire au 31 décembre 2007, était de 39 millions de dollars (34,9 millions de dollars au 31 décembre 2005). L'OIT était aussi le dépositaire d'un matériel pour une valeur de 6,9 millions de dollars au 31 décembre 2007 (6,9 millions de dollars au 31 décembre 2005) pour des projets financés par le Programme des Nations Unies pour le développement et le Fonds des Nations Unies pour la population. Ce matériel doit être remis aux gouvernements à l'achèvement de ces projets.

24. Les emprunts à rembourser correspondent au prêt accordé à l'OIT pour le bâtiment du siège par la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI).

En juillet 1996, les autorités suisses ont décidé de renoncer aux intérêts sur tous les prêts consentis par la FIPOI aux organisations internationales pour la construction de leurs bâtiments et d'uniformiser à 50 ans la période de remboursement des prêts, les deux mesures ayant pris effet au 1^{er} janvier 1996. Au 1^{er} janvier 2006, il restait 20 annuités à payer jusqu'à 2025.

Le solde du prêt restant dû au 31 décembre 2007 était de 66 641 110 francs suisses. Sur ce montant, 3 702 300 francs suisses devaient être remboursés en 2008 et le solde les années suivantes. Les montants correspondants en dollars au taux de change comptable mensuel de l'ONU en vigueur en décembre 2007 étaient de 58 457 114, 3 247 632 et 55 209 482 dollars.

25. Les engagements non réglés sont arrêtés conformément au paragraphe 1 de l'article 17 du Règlement financier.

26. Les autres sommes à payer se répartissent comme suit (en milliers de dollars):

	2006-07	2004-05
Recettes extrabudgétaires non affectées	11 870	–
Fonds reçus en dépôt pour le Centre de Turin	10 339	–
Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	1 415	4 031
Compte courant avec le Centre de Turin	705	–
Fournisseurs	309	624
Provisions	211	287
Divers	1 484	2 075
Total	26 333	7 017

27. Les montants ci-après étaient payables aux Etats Membres:

Ref.	(En dollars E.-U.)				Solde au 31 déc. 2007
	Solde au 1 ^{er} janv. 2006	Virements	Reprises	Réévaluations	
Excédents non distribués: a)					
1982-83	1 262		(467)	172	967
1990-91	35 496			5 293	40 789
1992-93	18 096			2 699	20 795
1998-99	37 336		(366)	5 554	42 524
2000-01	265 691		(282 036)	29 725	13 380
Total	357 881		(282 869)	43 443	118 455

Ref.	(En dollars E.-U.)				Solde au 31 déc. 2007
	Solde au 1 ^{er} janv. 2006	Virements	Reprises	Réévaluations	
Prime nette non répartie: <i>b)</i>					
1990-91	26 964			4 021	30 985
1992-93	6 725			1 003	7 728
1994-95	43 456			6 480	49 936
1996-97	17 667		(75)	2 631	20 223
1998-99	123 092		(1 209)	18 313	140 196
2000-01	168 344		(178 701)	18 834	8 477
2002-03	136 186		(139 159)	15 426	12 453
2004-05	1 625 063		(802 686)	122 636	945 013
2006-07		14 153 691			14 153 691
	2 147 497	14 153 691	(1 121 830)	189 344	15 368 702
Système d'incitation au prompt versement des contributions <i>c)</i>	1 846 527	15 843 002	(1 852 931)	(316)	15 836 282
Part du Fonds de roulement <i>d)</i>	20 570		(20 834)	406	142
Montants totaux payables aux Etats Membres	4 372 475	29 996 693	(3 278 464)	232 877	31 323 581

a) Les excédents sont utilisés pour réduire les contributions des Etats Membres de la manière suivante: les Etats Membres qui ont versé leur contribution courante au cours de l'exercice durant lequel l'excédent s'est accumulé verront leur part de l'excédent déduite de leur contribution fixée pour la deuxième année de l'exercice suivant; les autres Etats Membres ne seront pas crédités de leur part de l'excédent tant qu'ils n'auront pas acquitté les contributions dont ils sont redevables pour l'exercice au cours duquel l'excédent s'est accumulé; lorsqu'ils auront effectué leur versement, leur part de l'excédent sera déduite de leur contribution fixée pour la première année de l'exercice suivant pour lequel un budget aura été adopté après ce versement.

b) Toute prime nette résultant de l'achat à terme de dollars pour un exercice est distribuée de la manière suivante: une moitié au Fonds d'incitation (voir l'alinéa *c)* ci-après) et une moitié aux Etats Membres. La moitié de la prime nette devant être distribuée aux Etats Membres est répartie entre eux en se fondant sur le rapport entre le total des contributions fixées à chaque Etat Membre pour la période biennale au cours de laquelle la prime nette a été acquise et le total des contributions fixées pour la période biennale à l'ensemble des Etats Membres. Les montants ainsi calculés sont déduits des contributions des Etats Membres de la même manière que les excédents (voir l'alinéa *a)* ci-dessus).

La prime nette (en dollars) résultant de l'achat à terme de dollars pour l'exercice 2006-07 a été distribuée comme suit:

	2006-07	2004-05
Prime acquise (payable) sur l'achat à terme de dollars E.-U. ¹	9 145 509	5 168 337
Gains (pertes) de change résultant de la réévaluation:		
des recettes ²	9 388 528	43 246 372
des dépenses ²	(7 470 253)	(22 824 067)
de l'achat à terme de dollars E.-U. ²	(5 008 102)	(14 882 594)
de l'actif et du passif ³	28 781 341	(8 009 007)
de l'excédent budgétaire ⁴	(69 103)	(11 916)
Réévaluation de la provision pour tenir compte des retards dans le versement des contributions	(6 460 538)	563 001
Prime nette	<u>28 307 382</u>	<u>3 250 126</u>
Imputation de la prime nette:		
une moitié au compte de la prime nette non répartie à distribuer aux Etats Membres ⁵	14 153 691	1 625 063
une moitié au Fonds d'incitation (voir l'annexe documentaire III) ⁵	14 153 691	1 625 063

¹ La différence entre le coût réel de l'achat des dollars nécessaires dans le cadre de contrats à terme et la valeur des contrats d'achat à terme au taux de change budgétaire.

² Les gains (ou pertes) de change résultant de la réévaluation des recettes, des dépenses ainsi que de l'achat à terme de dollars correspondent à la différence entre la valeur des transactions réalisées en francs suisses au taux de change budgétaire et les mêmes transactions valorisées au taux de change comptable mensuel de l'ONU en vigueur.

³ La réévaluation au taux de change comptable mensuel de l'ONU des éléments de l'actif et du passif, des soldes des fonds et des réserves du Fonds de fonctionnement qui ne sont pas en dollars E.-U.

⁴ La différence entre l'excédent (déficit) budgétaire valorisé au taux de change budgétaire et au taux de change comptable mensuel de l'ONU à la fin de l'exercice.

⁵ A sa 301^e session (mars 2008), le Conseil d'administration a proposé que, par dérogation à l'article 11.5 du Règlement financier, la Conférence internationale du Travail autorise le virement au Fonds pour le bâtiment et le logement de la prime nette acquise pour 2006-07.

- c) Le fonds d'incitation créé pour encourager le prompt versement des contributions des Etats Membres reçoit 60 pour cent de tous les intérêts acquis sur les excédents temporaires des fonds du budget ordinaire et la moitié de la prime nette acquise sur l'achat à terme de dollars. On trouvera dans l'annexe documentaire III le détail des montants portés au crédit des Etats Membres dans le cadre du système d'incitation.
- d) Représente les parts du Fonds de roulement des Etats Membres ayant quitté l'OIT qui en sont redevenus Membres. Ces parts seront payables aux Etats Membres intéressés lorsqu'ils auront versé les contributions dues au titre de leur période d'affiliation antérieure.

28. On trouvera ci-après un état récapitulatif des comptes spéciaux (en milliers de dollars):

Comptes spéciaux	Solde au 01.01.2006	Encaissements	Décaissements	Solde au 31.12.2007
OIT/AISS	927	12 642	13 380	189
Programme alimentaire mondial	81	–	–	81
Tribunal administratif de l'OIT	–	3 615	3 615	–
Gestion par l'UIT de la Caisse d'assurance pour la protection de la santé du personnel	254	538	480	312
Enseignement des langues	313	419	261	471
Services d'interprétation	72	1 438	1 496	14
Autres activités diverses financées par des dons et des contributions volontaires	3 830	4 542	5 690	2 682
Total comptes spéciaux	5 477	23 194	24 922	3 749

29. Les fonds détenus en fiducie pour le compte de la CAPS sont présentés ci-après:

	2006-07	2004-05
Placements	42 140 543	34 976 009
Solde interfonds	(2 987 024)	2 111 276
Autres	999 018	745 330
Total	40 152 537	37 832 615

30. Les soldes des crédits ouverts sur les excédents des périodes biennales précédentes se répartissent comme suit (en milliers de dollars):

	Solde au 01.01.2006	Intérêts	Engagements d'exercices antérieurs: annulations	Dépenses	Ajustements de change	Solde au 31.12.2007
Crédits ouverts sur:						
l'excédent de 1990-91	528	26	–	(196)	89	447
l'excédent de 1992-93	2 868	143	–	(95)	488	3 404
l'excédent de 2000-01	10 307	205	215	(9 070)	61	1 718
Total	13 703	374	215	(9 361)	638	5 569

VII. *Autres fonds gérés par l'OIT et coopération technique financée par des ressources extrabudgétaires*

Institut international d'études sociales (IIES)

31. L'Institut international d'études sociales a été créé en 1960 comme un service indépendant du BIT. Il a pour mandat de promouvoir la recherche en politique générale et la discussion publique des nouveaux sujets de préoccupation de l'OIT et de ses mandants – les travailleurs, les entreprises et les gouvernements. Son programme est financé principalement par une contribution du budget ordinaire de l'OIT et par le revenu de son fonds de dotation.

Centre interaméricain de recherche et de documentation
sur la formation professionnelle (CINTERFOR)

- 32.** Le Centre interaméricain de recherche et de documentation sur la formation professionnelle a été créé en 1963 en tant qu'unité technique du BIT ayant son siège à Montevideo (Uruguay). Il est l'organe de coordination d'un réseau d'institutions de formation professionnelle de certains Etats Membres de l'OIT (Amérique et Espagne). Son programme est financé principalement par une contribution du budget ordinaire de l'OIT et par des contributions d'autres pays de la région.

Centre international d'informations de sécurité
et de santé au travail (CIS)

- 33.** Le Centre international d'informations de sécurité et santé au travail a été créé en 1959 en tant qu'unité technique du BIT ayant son siège à Genève (Suisse). Il a pour mission de recueillir et de diffuser toutes les informations pertinentes concernant la sécurité et la santé au travail qui sont publiées dans le monde. Son programme est financé principalement par une contribution du budget ordinaire de l'OIT et par le produit de la vente de services d'information et de droits d'auteur.

Coopération technique financée par des ressources
extrabudgétaires

- 34.** Il s'agit de comptes créés dans un objectif précis ou dans le cadre d'accords spécifiques pour comptabiliser les rentrées et les sorties des contributions volontaires destinées à financer intégralement ou partiellement le coût d'activités de coopération technique conformes aux buts et aux principes de l'Organisation.

5. Annexes documentaires

Annexe I – Objectifs stratégiques: Répartition des crédits et dépenses pour 2006-07
(en dollars des États-Unis)

Objectifs stratégiques	Crédits (1)	Dépenses
Normes, principes et droits fondamentaux au travail	85 514 894	85 140 082
Emploi	136 395 146	135 797 326
Protection sociale	94 552 183	94 137 761
Dialogue social	123 807 204	123 264 556
Total	440 269 427	438 339 725

(1) Afin d'améliorer la comparabilité des dépenses engagées en 2006-07, les crédits ont été ajustés pour tenir compte du transfert de certaines activités liées à IRIS, comme indiqué dans la note qui figure dans le tableau 1 du programme et budget 2008-09.

Annexe II – Dépenses financées par le budget ordinaire en 2006-07 par objet de dépense (en dollars E.-U.)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Total
	Dépenses de personnel	Voyages en mission	Services contractuels	Frais généraux de fonctionnement	Fournitures et accessoires	Mobilier et matériel	Acquisition et amélioration de locaux	Bourses, subventions et projets sur le terrain	Autres dépenses	
PARTIE I – BUDGET COURANT										
Organes directeurs										
Conférence internationale du Travail	8 031 457	120 055	1 474 058	1 607 052	31 758	7 802	-	8 089	-	11 260 271
Conseil d'administration	2 689 461	2 246 443	8 300	40 315	-	-	-	-	-	4 984 539
Principales réunions régionales	322 877	75 739	180 315	9 400	-	-	-	-	-	804 438
Services juridiques	2 953 129	62 883	45 129	7 018	25 512	16 430	-	39 677	-	3 149 778
Relations, réunions et documents	42 681 993	58 036	1 393 915	273 488	158 336	369 081	-	283 298	-	45 218 147
Objectifs stratégiques										
Programmes techniques										
Normes et principes et droits fondamentaux au travail	27 614 824	1 395 475	908 958	216 975	17 441	79 598	-	1 468 458	-	31 701 729
Emploi	32 753 064	2 188 690	3 017 218	98 723	38 174	287 333	-	3 262 472	-	41 645 674
Protection sociale	25 147 701	966 478	1 676 671	52 075	67 099	184 199	-	1 631 951	-	29 726 174
Dialogue social	29 895 711	2 265 353	2 460 118	72 466	15 125	176 463	-	10 320 862	-	45 206 101
Intégration des politiques	11 534 287	780 765	504 906	394 436	9 019	120 574	-	664 477	-	14 008 464
Contribution de l'OIT à une mondialisation équitable	657 346	46 980	19 534	-	-	-	-	194 303	-	918 163
Égalité entre hommes et femmes	1 940 094	119 229	256 665	6 842	814	17 403	-	178 691	-	2 519 938
Institut international d'études sociales	1 841 839	71 100	170 462	22 175	12 853	32 073	-	3 030 785	-	5 181 287
Centre international de formation de l'OIT, Turin	-	-	-	-	-	-	-	6 125 093	-	6 125 093
Relations externes et partenariats	3 485 315	213 025	162 548	763 113	18 491	35 877	-	78 305	-	4 786 674
Communication et information au public	16 024 180	302 492	3 153 454	311 667	1 113 598	259 536	-	272 234	-	21 437 161
Réunions techniques	98 275	468 856	181 022	7 731	80	-	-	163 609	-	919 573
Régions et coopération technique										
Coopération pour le développement	3 043 258	167 340	82 664	4 562	315	18 805	-	27 840	-	3 344 784
Programmes extérieurs en Afrique	34 219 770	2 660 024	713 917	6 526 776	325 110	1 055 269	-	7 161 769	140 313	52 800 948
Programmes extérieurs dans les Amériques	28 127 054	1 902 572	1 657 882	4 394 249	273 179	885 197	-	6 037 433	-	43 277 966
Programmes extérieurs dans les États arabes	6 597 072	733 478	699 006	614 287	28 548	233 865	-	1 451 818	-	10 388 074
Programmes extérieurs en Asie et dans le Pacifique	33 011 041	1 487 828	1 447 014	3 979 274	509 108	682 898	-	5 506 370	-	46 603 533
Programmes extérieurs en Europe et en Asie centrale	13 582 290	447 551	469 207	1 567 275	90 280	284 204	-	1 154 463	-	17 595 270
Services d'appui										
Informatique et communications	11 301 209	53 326	5 394 389	2 384 831	-	1 931 635	-	114 598	67 333	21 247 321
Administration interne	20 959 691	81 276	3 09 874	15 386 598	1 122 681	1 030 619	-	75 459	-	38 966 198
Services de management										
Direction générale	6 004 324	721 261	341 975	388 765	13 960	29 448	-	17 352	-	7 516 486
Cabinet du directeur exécutif, gestion et administration	1 016 465	3 650	50 971	80	-	9 448	-	2 176	-	1 062 790
Développement de ressources humaines	16 045 835	144 504	624 439	322 202	5 593	21 870	-	3 064 638	-	20 229 081
Services financiers	13 213 479	34 654	446 434	6 116	8 507	90 352	-	182 517	-	13 982 059
Programmation et gestion	6 842 972	113 131	548 009	2 617	-	78 591	-	79 598	-	7 664 918
Audit interne et contrôle	1 184 194	91 238	54 638	14 566	-	16 362	-	16 167	-	1 377 167
Évaluation	819 977	18 986	54 685	63	2 849	11 343	-	11 570	-	919 473
Autres provisions budgétaires	1 389 864	63 234	752 577	131 968	7 045	21 044	5 923 680	18 481 227	3 933 764	30 704 403
Total partie I	405 030 068	20 226 020	29 155 778	39 778 625	3 904 875	7 985 320	5 923 680	71 107 499	4 141 410	587 253 275
PARTIE II – DEPENSES IMPRÉVUES										
Dépenses imprévues	-	-	-	-	-	-	-	-	428 775	428 775
PARTIE III – FONDS DE ROULEMENT										
Fonds de roulement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total parties I-III	405 030 068	20 226 020	29 155 778	39 778 625	3 904 875	7 985 320	5 923 680	71 107 499	4 570 185	587 682 050
PARTIE IV – INVESTISSEMENTS INSTITUTIONNELS ET ÉLÉMENTS EXTRAORDINAIRES										
Sécurité	364 563	37 453	14 473	403 704	-	1 021 891	-	938 221	-	2 780 305
Locaux	60 761	-	368 928	181 959	-	-	-	-	-	550 887
Technologies de l'information et de la communication	1 172 666	34 059	130 807	260 006	1 634	471 534	-	7 715	207 200	1 053 897
Session maritime de la Conférence internationale du Travail	-	-	-	-	-	-	-	1 602	-	1 600 774
Total partie IV	1 597 990	71 512	773 656	892 708	1 634	1 493 425	-	947 538	207 200	5 985 663
TOTAL	406 628 058	20 297 532	29 929 434	40 671 333	3 906 509	9 478 745	5 923 680	72 055 037	4 777 385	583 667 113

Annexe III – Répartition des montants fixés en 2006-07 au titre du système d'incitation pour encourager le prompt versement des contributions des Etats Membres (en francs suisses)

Etats Membres	Contributions fixées pour		Montants de l'incitation acquis en 2006-07		50 % de la prime nette pour		Montants à répartir en 2007 et 2008	Pourcentage de la contribution fixée pour 2006-07 représenté par le montant de l'incitation acquis en 2006-07
	2006-07	2007	2006	2007	2006-07 (1)	2007 et 2008		
Alghamistan	14 858		20		357	377	2,54	
Afrique du Sud	2 169 232		3 475	10 037	124 149	137 661	6,35	
Albanie	37 144		58	167	2 061	2 286	6,15	
Algérie	564 594		780	2 493	29 357	32 630	5,78	
Allemagne	64 408 346		45 277	294 696	2 631 682	2 971 655	4,61	
Angola	7 428		13	37	458	508	6,84	
Arabie saoudite	5 304 218		7 875	21 310	272 419	301 604	5,69	
Arménie	14 858		2	18	147	167	1,12	
Australie	11 834 198		18 976	54 746	677 469	751 191	6,35	
Autriche	6 388 832		10 193	29 431	384 065	403 689	6,32	
Azerbaïdjan	37 144		4	7	114	125	0,34	
Bahamas	96 576		154	437	5 453	6 044	6,26	
Bahreïn	222 866		356	1 027	12 707	14 090	6,32	
Bangladesh	74 290		117	342	4 198	4 657	6,27	
Barbade	74 290		17	246	1 825	2 088	2,81	
Bélarus	133 720		145	502	5 706	6 353	4,75	
Belize	7 428		13	27	393	433	5,83	
Bénin	14 858		65	65	402	467	3,14	
Bosnie-Herzégovine	22 286		11	88	741	840	3,77	
Botswana	89 146		116	48	2 375	2 539	2,85	
Bulgarie	126 292		31	583	4 165	4 779	3,78	
Burkina Faso	14 858		22	65	801	888	5,98	
Burundi	7 428		2		30	32	0,43	
Cambodge	14 858		3	7	101	111	0,75	
Cameroun	59 432		96	268	3 377	3 741	6,29	
Canada	20 919 712		33 535	96 762	1 197 362	1 327 659	6,35	
Chili	1 656 640		3 659	3 659	22 637	26 296	1,59	
Chine	15 286 338		3 121	21 795	190 589	215 505	1,41	
Chypre	289 726		453	1 296	16 099	17 848	6,16	
Colombie	1 151 476		1 535	5 003	58 361	64 899	5,64	
Congo	7 428		10	37	399	446	6,00	
Croatie	274 868		12		212	224	0,08	
Cuba	319 442		42		742	784	0,25	
Danemark	5 341 362		8 231	20 458	273 502	302 191	5,66	
Dominique	280 012		92		569	661	0,25	
Egypte	891 466		532	794	14 410	15 736	1,77	
Equateur	141 148		7 428	87	533	620	0,44	
Erythrée	7 428		12	34	429	475	6,39	
Espagne	18 743 052		27 585	78 023	975 163	1 080 771	5,77	
Estonie	89 146		144		5 151	5 711	6,41	
Ethiopie	29 716		48	137	1 699	1 884	6,34	
Ex-République yougoslave de Macédoine	44 574		4		28	32	0,07	
Fidji (les)	29 716		47		834	881	2,96	
Finlande	3 959 590		6 317	18 173	225 209	249 699	6,31	

Annexe III – Répartition des montants fixés en 2006-07 au titre du système d'incitation pour encourager le prompt versement des contributions des Etats Membres (en francs suisses)

Etats Membres	Contributions fixées pour		Montants de l'incitation acquis en 2006-07		Montants à répartir en 2007 et 2008	Pourcentage de la contribution fixée pour 2006-07 représenté par le montant de l'incitation acquis en 2006-07
	2006-07		50 % de la prime nette pour 2006-07 (1)			
	2006	2007	2006	2007		
France	44 840 690	187 605	62 040	2 268 267	2 517 912	5,62
Gabon	66 860	2	2	30	32	0,05
Géorgie	22 286			92	664	2,98
Ghana	29 716			105	757	2,55
Grenade	7 428			29	210	2,83
Guatemala	222 866			896	6 438	2,89
Guinée équatoriale	14 858			71	440	3,44
Guyana	7 428		13	37	508	6,84
Hongrie	936 038		1 442	4 095	56 616	6,05
Inde	3 127 556		5 012	14 459	198 397	6,34
Indonésie	1 054 900		497	138	10 355	0,98
Islande	252 582		402	1 162	14 367	6,31
Israël	3 469 286		518	257	1 589	1,846
Italie	36 327 200		20	4 302	35 903	0,11
Jamaïque	59 432		224	1 753	1 997	3,36
Japon	144 751 630		37 677	236 542	2 410 450	1,67
Jordanie	81 718		117	235	3 582	4,78
Kazakhstan	185 722		293	861	10 559	11 713
Kenya	66 860		78	305	3 279	3,662
Koweït	1 203 478		1 757	5 390	64 702	71 849
Lesotho	7 428		13	37	458	508
Lettonie	111 434		180	518	6 411	7 109
Libéria	7 428		13	1	230	244
Lituanie	178 294		251	678	8 681	9 610
Luxembourg	572 024		906	547	19 562	21 015
Malaisie	1 508 062		2 032	6 273	75 108	83 413
Malawi	7 428		12	32	402	446
Mali	14 858		21	65	779	865
Malte	104 004		167	481	5 953	6 601
Maroc	349 158		49	1 363	9 313	10 725
Maurice	81 718		131	379	4 694	5 204
Mauritanie	7 428		12	37	443	492
Mexique	14 003 430		14 590	14 590	90 276	104 866
Moldova, République de	7 428		3	34	271	308
Mongolie	7 428		10	172	182	182
Mozambique	7 428		10	35	396	441
Namibie	44 574		71	203	2 519	2 793
Népal	29 716		43	108	1 429	1 580
Nicaragua	7 428		11	198	209	281
Niger	7 428		7	130	137	184
Nigéria	312 014			1 299	8 041	9 340
Norvège	5 051 636		6 828	16 133	221 710	244 671

Annexe III – Répartition des montants fixés en 2006-07 au titre du système d'incitation pour encourager le prompt versement des contributions des Etats Membres (en francs suisses)

Etats Membres	Contributions fixées pour 2006-07		Montants de l'incitation acquis en 2006-07		Montants à répartir en 2007 et 2008		Pourcentage de la contribution fixée pour 2006-07 représenté par le montant de l'incitation acquis en 2006-07
	2006-07	2007	60 % des excédents budgétaires 2006	50 % de la prime nette pour 2006-07 (1)	2007 et 2008	2007 et 2008	
Nouvelle-Zélande	1 641 782	7 595	2 583	93 092	103 270	103 270	6,29
Oman	520 022	2 351	741	27 776	30 868	30 868	5,94
Panama	141 148	307		1 907	2 214	2 214	1,57
Papouasie-Nouvelle-Guinée	22 286	17		108	125	125	0,56
Paraguay	89 146	334	112	4 061	4 507	4 507	5,06
Pays-Bas	12 562 228	55 069	18 692	674 550	748 331	748 331	5,96
Pologne	3 424 712	15 762	5 385	193 654	214 801	214 801	6,27
Portugal	3 491 572	4 860	2 556	102 561	109 977	109 977	3,15
Qatar	475 448	2 202	751	27 027	29 980	29 980	6,31
République démocratique pop. lao	7 428	37	12	452	501	501	6,74
République tchèque	1 359 484	6 281	2 180	77 767	86 248	86 248	6,34
Roumanie	445 732	1 910	676	23 896	26 482	26 482	5,94
Royaume-Uni	45 561 290	177 590		1 098 822	1 276 412	1 276 412	2,80
Rwanda	7 428	-		2	2	2	0,03
Saint-Kitts-et-Nevis	7 428	4		22	26	26	0,35
Saint-Marin	22 286	92	3	630	725	725	3,25
Samoa	7 428	3		20	23	23	0,31
Sénégal	37 144	127		766	913	913	2,46
Serbie	135 694		192	3 424	3 616	3 616	2,66
Singapour	2 882 404	13 330	4 574	164 135	182 039	182 039	6,32
Slovaquie	378 674	1 740	599	21 468	23 807	23 807	6,28
Slovénie	609 168	2 808	943	34 201	37 952	37 952	6,23
Sri Lanka	126 292	532	196	6 784	7 512	7 512	5,95
Suède	7 421 446	32 913	11 572	410 230	454 715	454 715	6,13
Suisse	8 899 792	40 191	14 126	500 839	555 156	555 156	6,24
Suriname	7 428	37	4	284	335	335	4,51
Swaziland	14 858	58	22	761	841	841	5,66
Thaïlande	1 552 636	7 179	2 488	88 833	98 500	98 500	6,34
Timor-Leste (le)	7 428	28		173	201	201	2,71
Togo	7 428		12	206	218	218	2,93
Trinité-et-Tobago	163 436	714	258	9 023	9 995	9 995	6,12
Tunisie	237 724	896		5 547	6 443	6 443	2,71
Turquie	2 763 542	11 150	3 724	135 469	150 343	150 343	5,44
Ukraine	289 726	532	418	10 743	11 693	11 693	4,04
Venezuela, Rép. bolivarienne du	1 270 338	5 710	62	35 328	41 038	41 038	3,23
Viet Nam	156 006	535		4 425	5 022	5 022	3,22
Zambie	14 858	58		357	415	415	2,79
Zimbabwe	52 002	198	63	2 356	2 617	2 617	5,03
	517 133 400	1 553 901	365 266	16 135 207	18 054 374	18 054 374	

(1) Montant représentant 14 153 961 dollars des Etats-Unis au taux de change comptable de l'ONU applicable en décembre 2007, de 1,14 franc suisse pour 1 dollar des Etats-Unis (voir note 27 (b) de l'état II). Prime répartie sur la base du nombre de points d'incitation acquis par chacun des Etats Membres éligibles en 2006-07 par rapport au nombre total des points d'incitation acquis par tous les Etats Membres éligibles en 2006-07, conformément au système d'incitation par points utilisé pour la répartition annuelle des intérêts portés au crédit du fonds d'incitation.

(2) Lors de sa 301^e session (mars 2008), le Conseil d'administration, en dérogation à l'article 11.5 du Règlement financier, a proposé que la Conférence internationale du Travail autorise le virement de la prime nette acquise en 2006-07 sur le Fonds pour le bâtiment et le logement.

Annexe IV – Dépenses extrabudgétaires engagées au titre de la coopération technique, par pays bénéficiaire
(en dollars des Etats-Unis)

Pays ou territoires	IPEC	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	Autres (y compris les fonds de dépôt)	TOTAL
Afrique				
Régional	19 132 013		17 756 991	36 889 004
Afrique du Sud			4 779 688	4 779 688
Algérie			60 247	60 247
Bénin	18 959		129 536	148 495
Botswana			30 318	30 318
Burkina Faso	86 335	9 656	544 896	640 887
Burundi		445 914		445 914
Cameroun	204 071		798 456	1 002 527
Comores		(42 900)		(42 900)
Congo		(5 912)	45 591	39 679
Côte d'Ivoire	95 300			95 300
Egypte	15 753		190 167	205 920
Ethiopie			968 257	968 257
Gambie		317 124		317 124
Ghana	2 640 557		712 275	3 352 832
Jamahiriya arabe libyenne			22 353	22 353
Kenya	2 986 114	6 335	104 068	3 096 517
Lesotho			150 045	150 045
Libéria			1 182 157	1 182 157
Madagascar	1 331 722	126 696	7 256 307	8 714 725
Malawi	1 172 351		207 979	1 380 330
Mali	872 242	135 107	799 634	1 806 983
Maroc	1 057 623		1 869 361	2 926 984
Mauritanie		131 201		131 201
Mozambique			345 220	345 220
Niger	119 879		1 810 710	1 930 589
Nigéria			71 514	71 514
Ouganda			778 852	778 852
République démocratique du Congo		4 915	2 546 735	2 551 650
Rwanda			82 765	82 765
Sao Tomé-et-Principe			126 459	126 459
Sénégal	857 430	188 141	1 135 765	2 181 336
Sierra Leone			90 360	90 360
Somalie			7 741 414	7 741 414
Soudan			113 090	113 090
Tanzanie, République-Unie de	2 845 978	349 425	392 585	3 587 988
Tchad		15 787		15 787
Togo	116 721		136 080	252 801
Zambie	1 013 674		1 392 551	2 406 225
Zimbabwe			431 760	431 760
Total, Afrique	34 566 722	1 681 489	54 804 186	91 052 397
Asie et Pacifique				
Régional	5 912 149	76 899	11 800 789	17 789 837
Bangladesh	2 319 319	431 617	35 799	2 786 735
Cambodge	2 848 171		5 109 085	7 957 256
Chine	2 616 350		4 113 865	6 730 215
Fidji (les)			249 092	249 092
Inde	15 085 422		1 357 530	16 442 952
Indonésie	3 368 209	4 179 022	13 316 394	20 863 625
Mongolie	1 003 204			1 003 204
Népal	1 369 282	867 755	520 630	2 757 667
Pakistan	6 040 120	371 371	1 348 746	7 760 237
Papouasie-Nouvelle-Guinée		3 274	253 523	256 797
Philippines	2 749 523	(2 398)	1 102 703	3 849 828
République démocratique pop. lao			1 184 004	1 184 004
Samoa (Ouest)		73 672		73 672

Annexe IV – Dépenses extrabudgétaires engagées au titre de la coopération technique, par pays bénéficiaire
(en dollars des Etats-Unis)

Pays ou territoires	IPEC	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	Autres (y compris les fonds de dépôt)	TOTAL
Sri Lanka	1 567 015		9 379 324	10 946 339
Thaïlande	308 994	88 006	986 522	1 383 522
Timor-Leste (le)		6 984 660	231 888	7 216 548
Tonga		23 821		23 821
Viet Nam			3 799 502	3 799 502
Total, Asie et Pacifique	45 187 758	13 097 699	54 789 395	113 074 852
<i>Amérique latine et Caraïbes</i>				
Régional	13 577 890		9 278 131	22 856 021
Argentine			5 016 136	5 016 136
Aruba			5 968	5 968
Belize			99 708	99 708
Bolivie			617 348	617 348
Brésil	2 904 956		3 445 753	6 350 709
Chili			102 272	102 272
Colombie	574 403		17 205	591 608
Costa Rica	216 649		216 920	433 569
Dominique			5 562	5 562
El Salvador	2 733 791			2 733 791
Equateur	2 218 244			2 218 244
Guatemala	96 879		107 653	204 532
Guyana			260 923	260 923
Haïti	238 143	288 077		526 220
Honduras			100 237	100 237
Mexique	966 301			966 301
Nicaragua			153 802	153 802
Panama	497 473			497 473
Paraguay			73 481	73 481
Pérou			57 150	57 150
République dominicaine	2 197 958			2 197 958
Sainte-Lucie				
Suriname			13 453	13 453
Trinité-et-Tobago			227 841	227 841
Uruguay		26 630	1 731 502	1 758 132
Total, Amérique	26 222 687	314 707	21 531 045	48 068 439
<i>Etats arabes</i>				
Régional	1 482 525		424 118	1 906 643
Afghanistan		824 047	2 468 861	3 292 908
Iraq			319 336	319 336
Jordanie	445 134	35 147	1 220 403	1 700 684
Koweït			46 614	46 614
Liban			277 876	277 876
Qatar			626 210	626 210
République arabe syrienne			64 624	64 624
Territoires arabes occupés			204 566	204 566
Yémen	22 315	13 789	640 901	677 005
Total, Etats arabes	1 949 974	872 983	6 293 509	9 116 466
<i>Europe</i>				
Régional	6 447 894		7 690 274	14 138 168
Albanie	24 469		122 210	146 679
Allemagne			30 083	30 083
Bélarus			31 703	31 703
Bulgarie			49 584	49 584
Chypre			17 143	17 143

Annexe IV – Dépenses extrabudgétaires engagées au titre de la coopération technique, par pays bénéficiaire
(en dollars des États-Unis)

Pays ou territoires	IPEC	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	Autres (y compris les fonds de dépôt)	TOTAL
France			388 282	388 282
Grèce			151 444	151 444
Hongrie			250 058	250 058
Moldova, République de			62 606	62 606
Portugal			210 027	210 027
Russie, Fédération de	467 033		1 284 163	1 751 196
Serbie et Monténégro			271 483	271 483
Suède			469 236	469 236
Tadjikistan			465 635	465 635
Turquie	6 155 914		208 398	6 364 312
Ukraine	412 635	(7 788)	833 312	1 238 159
Total, Europe	13 507 945	(7 788)	12 535 641	26 035 798
Projets interrégionaux	14 683 603		56 073 085	70 756 688
Projets globaux	3 530 596	109 447	7 848 487	11 488 530
Non alloués		455 673	(412 927)	42 746
TOTAL GÉNÉRAL	139 649 285	16 524 210	213 462 421	369 635 916